



**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale, en date du 28/03/2024  
autorisant le Syndicat de traitement des déchets Ardèche Drôme (SYTRAD)  
à exploiter une plateforme de gestion et de stockage de déchets  
dangereux et non dangereux  
sur la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire**

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 181-1 et suivants, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2, R.411-6 et R.181-45 et suivants, L. 515-8 à L. 515-12 relatifs aux servitudes d'utilité publique, L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières, R. 515-58 et suivants relatifs aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées, R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2515, 2716, 2718, 2760 et 3540 de cette nomenclature, L. 125-2-1, R. 125-5, R. 125-8-1 à R. 125-8-5 portant sur les commissions de suivi de site ;

**VU** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

**VU** le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale et notamment son article 16 ;

**VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2515, 2716, 2718, 2760 et 3540 de cette nomenclature ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme, à compter du 21 août 2023 ;

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU, Sous-Préfet de l'arrondissement de Valence ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifie relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier le plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Auvergne-Rhône-Alpes qu'il contient ;

**VU** le plan local d'urbanisme applicable sur le territoire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°5997 du 24 novembre 1976 autorisant le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères (SIRCTOM) à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire, sur les parcelles n°19, 11, 12, section AN ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°6759 du 5 décembre 1978 autorisant l'extension de l'ISDND sus-visée sur la parcelle n°23, section AN ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°482 du 22 février 1993 introduisant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°6759 sus-visé ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°02-1434 du 22 mars 2002 imposant la mise en conformité de l'ISDND sus-visée avec l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°04-4891 du 18 octobre 2004 portant modification des conditions d'exploitation de l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°06-6324 du 8 décembre 2006 autorisant la poursuite, sur 11 mois, de l'exploitation de l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-5473 du 9 novembre 2007 autorisant le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social est situé 2, rue Francis Jourdain à Portes-lès-Valence (26 800), à poursuivre l'exploitation de l'ISDND sus-visée jusqu'au 31 mai 2009 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°09-0272 du 27 janvier 2009 instaurant des servitudes d'utilité publique en lien avec l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009 autorisant le SYTRAD à étendre l'exploitation de l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-2637 du 30 juin 2010 imposant des prescriptions relatives au contrôle du rejet de substances dangereuses dans l'eau ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011207-0025 du 26 juillet 2011 portant modification des conditions d'exploitation et mise à jour des rubriques de classement applicables à l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2013102-0014 du 12 avril 2013 portant création de la commission de suivi de site « CSS ISDND STSORLIN EN VALLOIRE » pour l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013116-0017 du 26 avril 2013 autorisant, à l'intérieur de l'ISDND sus-visée, l'exploitation d'un casier de stockage de déchets dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016172-0027 du 17 juin 2016 autorisant le stockage d'un volume supplémentaire de déchets non dangereux à l'intérieur de l'ISDND sus-visée ;

**VU** la cessation d'activité, à compter du 31 décembre 2016, de l'ISDND sus-visée, déclarée par l'exploitant par lettre du 31 août 2017 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018109-0010 du 18 avril 2018 portant sur la réalisation d'une étude sols pour l'ISDND sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018162-0006 du 8 juin 2018 portant sur une évolution de la couverture finale de l'ISDND sus-visée ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale présentée par Madame la Présidente du SYTRAD le 2 août 2021, portant sur l'exploitation, au droit de l'ISDND sus-visée, des installations suivantes :

- trois casiers de stockage de déchets d'amiante lié ;
- trois casiers de stockage de déchets de plâtre non recyclable ;
- une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ;
- une plateforme de regroupement, tri, criblage-concassage de déchets non dangereux, non inertes et inertes ;
- une plateforme de transit de déchets d'amiante libre ;

**VU** les demandes suivantes, liées à la demande d'autorisation environnementale sus-visée :

- demande d'instauration de servitudes d'utilité publique ;
- demande de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces et des habitats d'espèces animales au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement (Cerfa n°13616\*01 et n°13614\*01) ;

**VU** le dossier déposé à l'appui des demandes sus-visées, version du 18 novembre 2022 complétée le 15 mai 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 20230522-RAP-DAEN0539 daté du 6 juin 2023, portant sur la recevabilité du dossier accompagnant les demandes ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**VU** l'avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 10 mai 2022 ;

**VU** l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) en date du 6 février 2023 ;

**VU** les compléments apportés par l'exploitant en réponse à ces avis respectivement dans les volumes 10 et 12 du dossier de mise à l'enquête ;

**VU** la lettre préfectorale du 13 mai 2022 prolongeant de 2 mois la durée de la phase d'examen du dossier sus-visé ;

**VU** la lettre préfectorale du 16 décembre 2022 prolongeant de 2 mois supplémentaires la durée de la phase d'examen du dossier sus-visé ;

**VU** la décision n°E23000099/38 du 30 juin 2023 du président du tribunal administratif de GRENOBLE, portant désignation d'un commissaire-enquêteur et d'un commissaire enquêteur suppléant ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2023 portant ouverture d'une enquête publique pour une durée de 31 jours, du lundi 4 septembre 2023 au mercredi 4 octobre 2023, sur le territoire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire ;

**VU** le registre d'enquête clos le 4 octobre 2023, le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date 2 novembre 2023 ;

**VU** la demande d'avis des conseils municipaux des communes de Saint-Sorlin-en-Valloire, de Châteauneuf-de-Galaure, de Hauterives, de Moras-en-Valloire, de Lens-Lestang et de Manthes ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de LENS LESTANG et CHATEAUNEUF DE GALAURE ;

**VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de l'avis d'ouverture d'enquête ;

**VU** la publication de cet avis dans les journaux Le Dauphiné libéré et Peuple Libre le 10 août 2023 ;

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État de la préfecture de la Drôme ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 8 mars 2024 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis favorable émis le 21 mars 2023 par le CODERST au cours duquel le demandeur a été consulté ;

**VU** la procédure contradictoire initiée par courrier en date du 6 mars 2024, par l'envoi au pétitionnaire des projets d'arrêtés préfectoraux portant autorisation d'exploiter et institution de servitudes d'utilité publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 26-2024-03-28-00007 du 28 mars 2024 instaurant des servitudes d'utilité publique autour des casiers de stockage de déchets de plâtre et d'amiante à exploiter en rehausse par le SYTRAD, au droit de l'ISDND sus-visée ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation des nouvelles installations prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale permettent de limiter les inconvénients et dangers, pour la commodité du voisinage, la sécurité publique et les paysages ;



**CONSIDÉRANT** que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes prévoit la possibilité d'accueillir dans un centre, des déchets inertes (appelés déchets K3+) dont les valeurs limites sur la lixiviation peuvent dépasser jusqu'à un facteur 3 les valeurs limites mentionnées à l'annexe II de cet arrêté ministériel (cette adaptation des valeurs limites ne peut toutefois pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2), à condition qu'une étude montre que l'impact potentiel sur l'environnement et la santé ne soit pas significatif ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier déposé à l'appui des demandes sus-visées comprend une étude hydrogéologique (volume 8 annexe 4 du dossier) et une évaluation quantitative des risques sanitaires (volume 4 du dossier) démontrant que le stockage de déchets K3+ dans le centre susvisé n'aura pas d'impact significatif sur l'environnement et la santé, du fait de la formation naturelle des terrains de ce centre ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le projet permet le stockage annuel de 50 000 tonnes de déchets non dangereux inertes, 15 000 tonnes de déchets d'amiante lié et 8 000 tonnes de déchets de plâtre non valorisable ;
- que le projet répond aux besoins identifiés dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), les différents schémas départementaux et régional des carrières et le plan régional de prévention et de gestion des déchets AURA ;
- que le projet répond à une pénurie actuelle en région Auvergne Rhône-Alpes, où seules 10 ISDnD sont identifiées comme autorisées à disposer d'un casier spécifique amiante, correspondant à un volume traité sur ces sites estimé à environ 14 000 tonnes pour plus de 40 000 tonnes produites dans la région par an ;
- que le projet répond par conséquent à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

**CONSIDÉRANT :**

- que parmi les sites potentiels étudiés pour l'implantation du projet, il ressort de l'analyse multi-critères que le site retenu est le plus adapté pour accueillir le projet, offrant un positionnement géographique cohérent, une capacité de stockage compatible avec la demande et des accès au site déjà existants ;
- que le projet utilise des aménagements et des infrastructures complets, dimensionnés et fonctionnels directement réutilisables, et en créant de nouvelles capacités d'accueil par surélévation des casiers existants sur l'emprise actuelle et exploités de 1979 à 2016 ;
- que le projet évite ainsi l'artificialisation de nouvelles surfaces non anthropisées ;
- que toutes les mesures pertinentes de suppression et de limitation des impacts ont été envisagées et sont retenues dans la présente autorisation ;
- qu'il n'existe, par conséquent, aucune solution alternative de moindre impact à la destruction des espèces et des habitats d'espèces tel qu'envisagé ;

**CONSIDÉRANT** que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (Titre 10) ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent ainsi d'assurer le respect des conditions de délivrance de la dérogation mentionnées au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme,

## ARRÊTE

---

### TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

#### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Le SYTRAD, dont le siège social est situé 2, rue Francis Jourdain à Portes-lès-Valence (26 800), est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le présent arrêté, sur le territoire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire, 875 route des Sorbiers :

- à faire évoluer la couverture finale et le suivi des casiers de stockage de déchets en phase de post-exploitation, dont l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1976 complété notamment par l'arrêté du 9 novembre 2007, en mutualisant cette couverture avec le fond de nouveaux casiers de stockage de déchets à exploiter en rehausse ;
- à faire évoluer la couverture finale et le suivi des casiers de stockage de déchets dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2009 modifié, en mutualisant cette couverture avec le fond de nouveaux casiers de stockage de déchets à exploiter en rehausse ;
- à exploiter, en rehausse, 3 casiers de stockage de déchets d'amiante lié ;
- à exploiter, en rehausse, 3 casiers de stockage de déchets de plâtre ;
- à exploiter, en rehausse, une installation de stockage de déchets non dangereux inertes (ISDI) ;
- à exploiter une plateforme de regroupement, tri, criblage-concassage de déchets non dangereux, non inertes et inertes ;
- à exploiter une plateforme de transit de déchets dangereux, accueillant exclusivement des déchets d'amiante libre.

NOTAS : Dans le présent arrêté, on entend par :

- « déchets d'amiante lié » les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas contenir de substance dangereuse autre que l'amiante.
- « déchets de plâtres » les déchets de plâtre non recyclables, sans mélange avec des déchets fermentescibles.

La présente autorisation environnementale tient également lieu de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement.

##### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS RELATIFS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux sus-visés demeurent applicables pour autant qu'elles ne soient pas remplacées par des prescriptions figurant dans le présent arrêté, ayant le même objet.

##### ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION OU ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans le centre, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration du centre si elles sont plus contraignantes que celles du présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement du centre si elles sont plus contraignantes que celles du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.1.4. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 15 FÉVRIER 2016**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sont applicables aux casiers numérotés A1 à A4 et « fossé Nord-Est », certains ayant été exploités au-delà du 1<sup>er</sup> juillet 2016, ou sans couverture finale à cette date.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sont applicables, en tant que casiers mono-déchets, aux casiers de stockage en rehausse de déchets d'amiante lié et de plâtre autorisés à l'article 1.1.1 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.1.5. ÉMISSIONS DE BIOGAZ**

Le présent article concerne les casiers numérotés 1 à 4, A1 à A4 et « fossé Nord-Est », visualisés à l'annexe IX du présent arrêté.

Les travaux d'aménagement préalables à la mise en exploitation des nouveaux casiers de stockage de déchets visés à l'article 1.1.1. du présent arrêté ne peuvent commencer que si les déchets stockés dans les casiers implantés dessous ne génèrent plus d'émissions de biogaz nécessitant leur collecte et leur traitement, et qu'un passage en dégazage passif est acceptable.

Au moins 3 mois avant ces travaux, l'exploitant présente à la préfecture de la Drôme, avec copie à l'inspection des installations classées, pour une zone clairement délimitée, une demande d'autorisation de démantèlement du réseau de collecte de biogaz de la zone, accompagnée d'un dossier technique réalisé par un organisme tiers de compétence reconnue.

Ce dossier technique montre l'absence d'émissions de biogaz nécessitant leur collecte et leur traitement, et précise les conditions de mise en place et de surveillance d'un dispositif de dégazage passif.

#### **ARTICLE 1.1.6. CASIER DE STOCKAGE ACCUEILLANT DES INSTALLATIONS ET STOCKAGES EN TRANSIT**

Le casier de stockage de déchets de plâtre n°2 visualisé sur le plan figurant en annexe VIII au présent arrêté, une fois son exploitation achevée, ne pourra accueillir des stockages et équipements, que dans les conditions vérifiées par une étude de stabilité spécifique, montrant l'absence de désordre au niveau de la couverture et des talus du casier.

Cette étude de stabilité spécifique est réalisée au moins trois mois avant la mise en place des stockages et équipements, et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE IOTA**

Description de l'activité	Caractéristiques des installations	Rubriques	Classement
Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :	Casiers 1, 2, 3-1, 3-2, 3-3 et 3-4 de stockage de déchets, en période de suivi à partir du <u>31 décembre 2006</u> (**)	2760.2.b)	A
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée à la rubrique 2760.3.	Casier 4 de stockage de déchets, en période de suivi à partir du <u>1<sup>er</sup> avril 2010</u> (**)		
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 recevant plus	Casiers A1 à A4 et « fossé Nord-Est » de stockage de déchets, en période de suivi à compter du <u>30 janvier 2019</u> (**)	3540-1 (*)	A

de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	<p>Quantité maximale de déchets d'amiante lié : <u>15 000 tonnes/an</u></p> <p>Quantité maximale de déchets de plâtre non recyclable entrants : <u>8 000 tonnes/an</u></p> <p>Quantité maximale de déchets d'amiante lié entrants : <u>68 tonnes/jour</u>.</p> <p>Quantité maximale de déchets de plâtre non recyclable entrants : <u>36 tonnes/jour</u>.</p> <p>Capacité de stockage de déchets d'amiante lié : <u>172 000 m<sup>3</sup></u>, soit 225 000 t</p> <p>Capacité de stockage de déchets de plâtre non recyclable : <u>92 000 m<sup>3</sup></u>, soit 120 000 t</p>		
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793 :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.</p>	<p>Quantité maximale de déchets d'amiante présente : <u>30 tonnes</u></p>	2718-1	A
<p>Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :</p> <p>3. Installation de stockage de déchets inertes.</p>	<p>Quantité maximale de déchets inertes entrants : <u>50 000 tonnes/an</u></p> <p>Quantité maximale de déchets inertes entrants : <u>600 tonnes/jour</u>.</p> <p>Capacité de stockage de déchets inertes : <u>416 667 m<sup>3</sup></u>, soit <u>750 000 t</u></p>	2760-3 (***)	E
<p>Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. :</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 200 kW.</p>	<p>La puissance globale installée des installations s'élève à : <u>380 kW</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 crible scalpeur, de 15 kW</li> <li>- 1 concasseur, de 350 kW</li> <li>- 1 crible, de 15 kW</li> </ul> <p>L'installation est exploitée sur la plateforme relevant de la rubrique 2716-1.</p>	2515-1-a)	E
<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 :</p> <p>1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Installation de transit, regroupement, préparation de déchets non dangereux, non inertes et inertes, située sur la totalité de la future surface du casier de stockage de déchets de plâtre 3, puis déplacée sur le casier 2 une fois celui-ci exploité.</p> <p>Volume maximal susceptible d'être présent : <u>1 000 m<sup>3</sup></u></p>	2716-1	E



A (Autorisation) // E (Enregistrement)

(<sup>n</sup>) La procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour les casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre, autorisés à l'article 1.1.1. du présent arrêté, et les équipements qui leur sont associés.

(\*\*) Casiers figurant sur le plan en annexe IX au présent arrêté.

(\*\*\*) Les déchets inertes accueillis dans le centre doivent respecter les critères figurant à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, avec l'adaptation suivante prévue à l'article 6 de cet arrêté : Les valeurs limites sur la lixiviation ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées dans l'annexe II sus-mentionnée.

Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.

Tous les documents justifiant le respect de l'article 6 sus-mentionné sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DES INSTALLATIONS, AVEC LEURS ÉQUIPEMENTS ASSOCIÉS

Les installations autorisées à l'article 1.1.1. du présent arrêté sont situées sur le territoire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire, au lieu-dit « La Grande Meyerie », dans les parcelles figurant dans le tableau ci-dessous, l'emprise totale s'élève à **119 567 m<sup>2</sup>**

L'ensemble des installations sont reportées avec leurs références sur le plan de l'établissement figurant en annexe VIII au présent arrêté.

Section	Numéro de parcelle	Surface cadastrale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par l'emprise autorisée (m <sup>2</sup> )
AN	111	81	81
AN	113	26207	26207
AN	117	210	210
AN	118	3720	3720
AN	123	475	475
AN	124	29124	29124
AN	125	23	23
AN	126	38840	38840
AN	127	20	20
AN	129	6571	6571
AN	135	35	35
AN	138	266	266
AN	139	15	15
AN	140	49	49
AN	141	234	234
AN	143	250	250
AN	144	512	512
AN	171	201	201
AN	172	979	979

Section	Numéro de parcelle	Surface cadastrale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par l'emprise autorisée (m <sup>2</sup> )
AN	173	126	126
AN	174	40	40
AP	300	3123	3123
AP	301	273	273
AN	161	2336	2336
AO	216	293	293
AP	305	94	94
AP	60	2110	2110
AO	63	640	640
AO	64	2720	2720

### ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

L'exploitant respecte les plans de phasage d'exploitation (12 phases) figurant au chapitre 6.2 du volume 1 du dossier déposé à l'appui de la demande d'autorisation environnementale sus-visée.

#### Les casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre :

Les 3 casiers de stockage de déchets d'amiante lié sont implantés au Nord-Est du centre et exploités en rehausse, selon un sens d'avancement du Nord vers le Sud.

Les 3 casiers de stockage de déchets de plâtre sont implantés au Nord-Ouest du centre et exploités en rehausse, selon un sens d'avancement du Nord vers le Sud.

#### L'installation de stockage de déchets non dangereux inertes :

Elle se compose :

- des aménagements des casiers de déchets d'amiante lié et de plâtre (digues périphériques, diguettes de séparation des casiers, recouvrement périodique des casiers), pour un volume d'environ 186 667 m<sup>3</sup> ;
- de 5 casiers implantés au Sud-Est du centre, pour un volume d'environ 230 000 m<sup>3</sup>.

L'avancement d'exploitation des casiers de stockage se fait globalement du Sud vers le Nord.

#### La plateforme de regroupement, tri, criblage-concassage de déchets non dangereux, non inertes et inertes :

Elle est d'abord localisée dans l'emprise du futur casier n°3 de stockage de déchets de plâtre avant sa mise en exploitation, puis, lorsque ce casier rentrera en exploitation, la plateforme sera transférée dans le casier de stockage de déchets de plâtre n°2, une fois réaménagé.

Volume maximal de déchets non inertes présents sur la plateforme : 1 000 m<sup>3</sup>.

Surface maximale de stockage en transit de déchets inertes : 3 000 m<sup>2</sup>.

Sur cette plateforme sont stockés :

- Les matériaux en attente d'analyses de caractérisation ou de confirmation de celles-ci,
- Les matériaux non dangereux non inertes et inertes recyclables en attente de traitement,
- Les produits recyclés en attente de commercialisation et réemploi,
- Les matériaux non dangereux non inertes et inertes non recyclables, en attente de mise en place en stockage définitif, soit pour grouper les opérations de mise en œuvre, soit pour les réserver à une mise en place particulière (couche supérieure...).
- Les terres végétales à réutiliser directement ou à amender.

### La plateforme de transit de déchets dangereux :

Elle accueille exclusivement des déchets d'amiante libre mis en double conditionnement étanche et étiquetés « amiante ». La capacité maximale de cette plateforme s'élève à 30 tonnes et la hauteur maximale de stockage des déchets est limitée à 1 mètre.

La plateforme est constituée d'une aire étanche de 150 m<sup>2</sup>, elle constitue une rétention et est raccordée, par une canalisation étanche, au bassin de stockage des lixiviats du centre. Les murs périphériques de la plateforme sont constitués par des blocs bétons de dimensions 60 x 60 x 120 cm, montés sur 2 rangs de manière à constituer un mur de protection de 1, 2 m de hauteur. L'accès à cette aire est interdite par une barrière cadenassée en dehors de ses périodes d'exploitation, des panneaux réglementaires signalant la présence d'amiante sont en place.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ**

Les installations visées à l'article 1.1.1. du présent arrêté avec leurs équipements associés sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté, de celles des arrêtés complémentaires, et des réglementations autres en vigueur. Sauf incompatibilité, elles respectent également les plans et données contenus dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'autorisation environnementale sus-visée.

## **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

Est accordée pour une **durée de 15 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté, **remise en état des lieux comprise**, l'autorisation d'exploiter en rehausse :

- les casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre, visées à l'article 1.1.1. du présent arrêté ;
- l'installation de stockage de déchets non dangereux inertes, visée à l'article 1.1.1. du présent arrêté.

Les mesures de réduction, de compensation et de suivis prévues au chapitre 10.3 sont mises en œuvre selon la durée prescrite aux mesures MR5, MC1, MC2 et MS1 à MS4.

En application de l'article R. 181-48 du Code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97, la présente autorisation cesse de produire effet si les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Ce délai est suspendu dans certaines conditions, fixées à l'article R. 181-48 sus-mentionné.

## **CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

L'exploitation des nouveaux casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre visés à l'article 1.1.1. du présent arrêté, ainsi que des équipements associés, est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Les nouveaux casiers de stockage de déchets d'amiante lié, et de déchets de plâtre, sont situés à une distance minimale de **100 mètres** de la limite de propriété du centre.

Cette distance peut être réduite si les terrains situés entre les limites de propriété et la dite distance de 100 mètres sont rendus inconstructibles par une servitude prise en application de l'article L. 515-12 du Code de l'environnement pendant la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site, ou si l'exploitant a obtenu des garanties équivalentes en termes d'isolement sous forme de contrats ou de conventions pour la même durée.

Une bande d'isolement de **50 mètres** est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande d'isolement instituée autour de casiers.

Les références cadastrales et les surfaces des parcelles constituant l'enveloppe des bandes d'isolement mentionnées dans le présent chapitre figurent dans l'arrêté préfectoral n° 26-2024-03-28-00007 du 28/03/2024 visé en référence, instaurant des servitudes d'utilité publique.

## **CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent :

- aux casiers de stockage existants A1 à A4 ;
- au casier de stockage existant 4 ;
- aux casiers de stockage existants 1 à 3-4.
- aux nouveaux casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre visés à l'article 1.1.1. du présent arrêté.

### **ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les montants des garanties financières portant sur les installations mentionnées à l'article 1.6.1 ci-dessus figurent en annexe X au présent arrêté.

### **ARTICLE 1.6.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Dans un délai d'un mois avant le commencement des travaux d'aménagement des nouveaux casiers visés à l'article 1.6.1. ci-dessus, le montant des garanties financières applicable au centre est actualisé, et l'exploitant communique au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 Base 2010.

### **ARTICLE 1.6.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant leur date d'échéance, conformément à l'article R. 516-2 V du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

### **ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les trois ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 Base 2010 ;
- sur une période au plus égale à trois ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01 Base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **ARTICLE 1.6.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.7.1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de certaines des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

En cas de défaillance de l'exploitant, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R. 516-



2-IV du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation, n'est pas réalisée.

#### **ARTICLE 1.6.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **ARTICLE 1.6.10. OBLIGATION D'INFORMATION**

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant ;
- tout changement de formes de garanties financières ;
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

### **CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.7.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, l'exploitant peut demander une adaptation des prescriptions imposées dans le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation, est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.7.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.7.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement d'installations visées à l'article 1.1.1 du présent arrêté, ou d'autres installations exploitées dans le centre, nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou un porter à connaissance.

## ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

## ARTICLE 1.7.6. FIN D'EXPLOITATION DU CENTRE

### 1.7.6.1. Notification de fin d'exploitation

Quand le centre sera mis à l'arrêt définitif, l'exploitant notifiera au préfet la date de cet arrêt trois mois (cas des installations autres que les installations de stockage de déchets), ou six mois (cas des installations de stockage de déchets) au moins avant celui-ci, dans le respect des prescriptions des articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement, des terrains concernés du centre.

En outre, l'exploitant place le centre dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

### 1.7.6.2. Fin d'exploitation des nouveaux casiers de stockage de déchets visés à l'article 1.1.1

La remise en état est coordonnée à l'exploitation des casiers, avec constitution d'un dôme globale de cote maximale **419 m NGF** (annexe IV).

Le réaménagement de l'ensemble du centre consiste en un enherbement du dôme et de ses flancs, qui sera relayé par la recolonisation végétale progressive liée à la dissémination naturelle.

Les versants périphériques seront constitués lors des premières phases d'exploitation, de façon à réaliser un enherbement qui participera à son intégration rapide dans le paysage.

Il est prévu :

- la plantation de haies arborescentes sur le périmètre du centre,
- le renforcement des haies existantes à partir d'essences locales,
- l'enherbement des talus et du sommet du dôme.

Les talus en partie basse seront plantés à l'aide d'essences arbustives et arborescentes locales, suivant les préconisations écologiques.

La digue périphérique du centre est constituée en matériaux inertes, avec pente extérieure maximale (2H/1V) et pente intérieure maximale (3H/2V), sa largeur en crête est de 5 m et sa hauteur maximale est de 9,60 m. Elle repose en fond sur une couche de perméabilité d'au plus  $1.10^{-9}$  m/s et d'au moins un mètre d'épaisseur, mutualisée, dans l'emprise des anciens casiers sous-jacents, avec la couche étanche de leur couverture.

Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter tout risque de ravinement, d'éboulement ou d'érosion de la couverture finale du centre.

La zone sommitale du dôme a une pente minimale de 3 %, elle prend en compte les risques de tassements différentiels dans la masse des déchets et permet, même après le tassement, un écoulement efficace des eaux.

La couverture finale du centre est constituée, de bas en haut :

#### 1/ Pour la zone constituée par les casiers de stockage de déchets de plâtre :

\* d'une couche d'étanchéité (géomembrane en PEHD d'épaisseur 1,5 mm), protégée par un géotextile anti-poinçonnant sur la face inférieure ;

\* d'une couche de drainage des eaux constituée d'un géocomposite ;

\* d'une couche de revêtement végétalisable en matériaux inertes sur une épaisseur d'un mètre minimum, sur laquelle sera réalisé un ensemencement. Les matériaux utilisés pourront être des matériaux argilo-limoneux. Dans ce cas, la couche supérieure de matériaux argilo-limoneux, sur une épaisseur de 0,40 m minimum, sera additionnée d'au moins 40 % de compost.

### 2/ Pour la zone constituée par les casiers de stockage de déchets d'amiante lié :

\* d'une couche anti-érosion, composée d'éléments minéraux grossiers et de matériaux végétalisables, d'une épaisseur minimale d'un mètre, sur laquelle sera réalisé un ensemencement. Les matériaux utilisés pourront être des matériaux argilo-limoneux. Dans ce cas, la couche supérieure de matériaux argilo-limoneux, sur une épaisseur de 0,40 m minimum, sera additionnée d'au moins 40 % de compost.

### 3/ Pour la zone constituée par les casiers de stockage de déchets inertes :

\* d'un revêtement végétalisable en matériaux inertes sur une épaisseur de 1 mètre sur laquelle sera réalisé un ensemencement. Les matériaux utilisés pourront être des matériaux argilo-limoneux. Dans ce cas, la couche supérieure de matériaux argilo-limoneux, sur une épaisseur de 0,40 m minimum, sera additionnée d'au moins 40 % de compost.

Les conditions de réalisation du dôme globale couvrant les nouveaux casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre visés à l'article 1.1.1. du présent arrêté, sont déterminées à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Les conditions de réalisation du dôme globale couvrant les nouveaux casiers de stockage de déchets inertes visés à l'article 1.1.1. du présent arrêté, sont déterminées aux articles 32 et suivants de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'entretien paysager du centre est régulièrement assuré.

### 1.7.6.3 Programme de surveillance des rejets de certains des casiers exploités dans le centre

1/ Pour les casiers dont l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009 sus-visé, la phase de post-exploitation commence à compter du 30 janvier 2019. Pendant la période de suivi long terme, l'exploitant respecte son programme de surveillance des rejets. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé, et de la qualité des eaux souterraines.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ils constituent un volet du rapport mentionné à l'article 2.1.5 du présent arrêté. Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

2/ Pour les casiers de stockage de déchets non dangereux non inertes du centre, dont l'exploitation a été autorisée par les arrêtés préfectoraux n°07-5473 du 9 novembre 2007 et n°02-1434 du 22 mars 2002 sus-visés, les mesures de suivi à assurer sont celles figurant dans l'arrêté préfectoral n°07-5473 du 9 novembre 2007. La fin de la phase de post-exploitation des casiers 1 à 3.4 est fixée au 30 janvier 2037. La fin de la phase de post-exploitation du casier 4 est fixée au 30 janvier 2039.

### 1.7.6.4 Programme de post-exploitation relatif aux casiers de stockage en rehausse

Les nouveaux casiers de stockage en rehausse de déchets d'amiante lié et de plâtre doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé qui leur sont applicables.

### 1.7.6.5 Période de surveillance des milieux

Pour les casiers soumis à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, cette période de surveillance des milieux commence à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux, elle s'étend sur au moins 5 ans.

## **CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

### **ARTICLE 1.8.1. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 DISPOSITIONS PRÉALABLES A LA MISE EN EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 2.1.1. RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE – BORNAGE – PLAN D'EXPLOITATION**

Un bornage des limites du périmètre du centre autorisé, un relevé topographique du centre et un plan d'exploitation sont réalisés préalablement à la mise en exploitation des nouvelles installations autorisées à l'article 1.1.1. du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2.1.2. QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES**

Avant la mise en service des installations autorisées à l'article 1.1.1 du présent arrêté, l'exploitant réalise une analyse de la qualité des eaux souterraines selon les dispositions figurant à l'article 9.2.1 du présent arrêté.

Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard trois mois après la réalisation des prélèvements, et sont accompagnés des commentaires de l'exploitant.

#### **ARTICLE 2.1.3. DOSSIERS TECHNIQUES DE CONFORMITÉ**

Avant la mise en exploitation de chaque casier de stockage en rehausse de déchets d'amiante lié ou de plâtre autorisé à l'article 1.1.1. du présent arrêté, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier (en tout ou partie) par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité du casier aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé et le présent arrêté.

Avant tout dépôt de déchets dans le casier, l'inspection des installations classées procède à sa visite afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications effectuées.

#### **ARTICLE 2.1.4. INFORMATION**

En application des dispositions de l'article R. 125-2 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, au préfet de la Drôme, au maire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire, ainsi qu'à l'inspection des installations classées, un dossier actualisé comprenant les documents et informations suivants :

- 1° Une notice de présentation du centre, plus particulièrement des installations de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre ;
- 2° L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation environnementale avec, éventuellement, ses mises à jour ;
- 3° Les références des décisions individuelles dont les installations du centre ont fait l'objet en application des dispositions législatives du livre V du Code de l'environnement ;
- 4° La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement du centre, celles prévues pour l'année en cours ;



5° La quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement du centre, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;

6° Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement du centre.

Ce dossier comprend aussi le rapport annuel d'activité visé à l'article 2.1.5. du présent arrêté. L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site (CSS) relative au centre.

#### **ARTICLE 2.1.5. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ**

Ce rapport est celui mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé. Outre les informations relatives aux casiers relevant de cet arrêté ministériel, ce rapport comporte notamment un volet sur :

- les équipements de gestion du biogaz, des lixiviats, des eaux pluviales du centre, avec tous les contrôles associés ; un bilan sur l'ensemble des rejets est à établir ;
- les mesures de gestion des déchets non dangereux inertes, telles que précisées à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales sus-visé ;
- les mesures de gestion de l'installation de transit, regroupement de déchets d'amiante libre ;
- les mesures de gestion de l'installation de transit, regroupement, préparation de déchets non dangereux, non inertes et inertes.

### **CHAPITRE 2.2 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.2.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation du centre pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'exploitant prend si nécessaire les mesures adaptées pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

#### **ARTICLE 2.2.2. PROCÉDURES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des procédures d'exploitation pour l'ensemble des installations du centre, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et des arrêtés ministériels susvisés applicables aux installations spécifiques.

L'exploitation de chaque installation du centre se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **ARTICLE 2.2.3. INTERVENTIONS EXTÉRIEURES**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique et avoir communication d'informations disponibles dans le centre et utiles à leur intervention.

## **ARTICLE 2.2.4. HORAIRES D'EXPLOITATION – INSTRUMENT DE PESAGE – RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES**

L'établissement est exploité, sauf situation exceptionnelle à signaler au préalable à l'inspection des installations classées, aux jours et horaires suivants :

Du lundi au vendredi, hors week-end et jours fériés : de 7 H à 18 H

L'établissement est équipé d'au moins un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser tous les véhicules apportant ou emportant des déchets. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours. Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.

À minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes, par catégorie de déchets. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté.

## **ARTICLE 2.2.5. AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION DES CASIERS EN REHAUSSE DE STOCKAGE DE DÉCHETS**

### 2.2.5.1. Zone à exploiter

La zone à exploiter doit être implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ;
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

### 2.2.5.2. Barrières de sécurité passive et active – Aménagement des casiers concernés

#### 2.2.5.2.1 Casiers de stockage de déchets de plâtre en rehausse

– Sur le fond des casiers est mise en place une couche de perméabilité d'au plus  $1 \times 10^{-9}$  m/s et d'un mètre d'épaisseur, mutualisée dans l'emprise des anciens casiers de stockage sous-jacents, avec la couche étanche de leur couverture.

– Sur les flancs des casiers, une couche de perméabilité d'au plus  $1 \times 10^{-9}$  m/s et de 0,5 m d'épaisseur, jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. Cette couche est surmontée par un géosynthétique bentonitique (GSB) jusqu'en tête de talus.

– La barrière de sécurité active (BSA) est une géomembrane PEHD d'épaisseur 2 mm, sur le fond et les flancs, jusqu'en tête de talus, elle est protégée par des géotextiles anti-poinçonnants.

– Au fond des casiers, une couche granulaire 20/40 (ou 20/50) drainante, d'au moins 0,5 m d'épaisseur, est mise en place et complétée par un géocomposite drainant en fond, de façon à ce que les eaux de percolation soient drainées gravitairement vers un regard de contrôle (évacuation gravitaire par canalisation à travers digue). Les casiers sont raccordés au réseau de gestion de lixiviats par une extension du réseau existant.

#### 2.2.5.2.2 Casiers de stockage de déchets d'amiante lié en rehausse

– Sur le fond des casiers, une couche de perméabilité d'au plus  $1 \times 10^{-9}$  m/s et d'un m d'épaisseur, mutualisée, dans l'emprise des anciens casiers sous-jacents, avec la couche étanche de leur couverture.

– Sur les flancs des casiers, une couche de perméabilité d'au plus  $1 \times 10^{-9}$  m/s et de 0,5 m d'épaisseur.

– Au fond des casiers, les eaux de percolation sont drainées gravitairement vers un regard de contrôle (évacuation gravitaire par canalisation à travers digue) et aboutissent au réseau de gestion des eaux pluviales.

#### 2.2.5.2.3 Casiers de stockage de déchets non dangereux inertes

– Sur le fond des casiers, une couche de perméabilité d'au plus  $1 \times 10^{-9}$  m/s et d'un mètre d'épaisseur est mutualisée, dans l'emprise des anciens casiers sous-jacents, avec la couche étanche de leur couverture.

#### 2.2.5.3. Lixiviats

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur d'un casier est pris en compte ; l'exploitant met en place et maintient aussi longtemps que nécessaire les barrières assurant le confinement efficace des lixiviats déversés en cas de rupture.

Le bassin de stockage de lixiviats du centre est étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. La capacité minimale globale du bassin de stockage de lixiviats du centre correspond à la quantité globale de lixiviats produite en quinze jours, en période de pluviométrie décennale maximale.

Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence, positionné en paroi interne du bassin, matérialise le volume de réserve.

Le bassin de stockage de lixiviats (ou les casiers qui l'alimentent) est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviats pour prévenir tout débordement.

Le traitement des lixiviats est assuré dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.

Il n'y a pas d'installation de traitement de lixiviats implantée dans le périmètre du centre. L'implantation d'une telle installation dans le centre constitue une modification au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

#### 2.2.5.4. Collecte et gestion du biogaz

Le présent article s'applique aux casiers existants du centre dont les déchets stockés génèrent encore des émissions de biogaz nécessitant leur collecte et leur traitement.

Le dispositif de collecte et gestion du biogaz existant est adapté de manière à assurer la collecte du biogaz dans les casiers aussi longtemps que nécessaire.

Si nécessaire, ce système de dégazage est densifié, ou complété par le forage de puits verticaux en densité suffisante.

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté, dirigé vers un dispositif d'élimination par combustion.

Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 3.2.2 du présent arrêté.

Chaque équipement d'élimination du biogaz est doté d'un dispositif permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

À l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

#### 2.2.5.5. Contrôles préalables à la mise en service des casiers de stockage de déchets de plâtre

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.

Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.

Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service

du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.

Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 2.2.6. MISE EN PLACE DES DÉCHETS DANS LES CASIERS DE STOCKAGE**

Les conditions d'accès et de déchargement des véhicules dans le centre sont fixées dans un ou plusieurs documents signés par le responsable du centre.

Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Le déchargement ne peut avoir lieu en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversement des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage d'exploitation, elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Les déchets seront répartis de manière à assurer la stabilité du casier et des structures associées, et en particulier à éviter les glissements.

Les entrées d'eaux pluviales au sein de chaque casier de stockage de déchets sont réduites au maximum. La superficie de la zone en cours d'exploitation ne peut dépasser 7 000 m<sup>2</sup>.

Le recouvrement des déchets de plâtre par une couche de matériaux ou de déchets non dangereux inertes est effectué aussi fréquemment que possible, au moins hebdomadairement.

Les déchets d'amiante lié sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.

L'organisation du stockage des déchets conduit au réaménagement progressif et coordonné du centre, selon le phasage figurant dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'autorisation environnementale sus-visée.

#### **ARTICLE 2.2.7. PLANS D'EXPLOITATION DU CASIER DE STOCKAGE**

L'exploitant tient à jour, au moins annuellement, des plans à une échelle adaptée des zones de stockage de déchets. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces plans font apparaître :

- les limites du périmètre du centre de stockage de déchets, avec ses aménagements, ainsi que les abords dans un rayon de 50 mètres avec un repérage par rapport au cadastre,
- l'emplacement des zones en cours d'exploitation,
- les niveaux topographiques des terrains,
- les zones réaménagées et en cours de réaménagement,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones sus-citées,
- le schéma de collecte des eaux, les bassins et les installations de traitement correspondantes,
- le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes,
- une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes.



## CHAPITRE 2.3 DÉCHETS ADMIS

Un document mettant en évidence le respect des prescriptions de ce chapitre est intégré dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5.

### ARTICLE 2.3.1. NATURE DES DÉCHETS ADMIS – ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS ADMIS

Les déchets admis dans le centre, pour un stockage définitif, doivent être ultimes au sens de l'article L 541-2-1 du Code de l'environnement rappelé ci-dessous :

*« Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. »*

Ils représentent la fraction résiduelle des déchets obtenue au terme des opérations de collecte séparative, ou de tri et de valorisation qui leur sont appliquées pour respecter :

- les dispositions du titre IV du livre V du Code de l'environnement relatif aux déchets ;
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Auvergne-Rhône-Alpes susvisé.

La zone de chalandise de l'ensemble des déchets accueillis dans le centre est la suivante : Rayon maximal de **150 km** autour du centre.

Pour ce qui concerne les déchets d'amiante admis en stockage, la **contrainte supplémentaire suivante** doit être respectée :

Départements éligibles de la région Auvergne-Rhône-Alpes : Drôme, Ardèche, Isère, Rhône, Savoie, Haute Savoie, Loire, Haute-Loire, Ain.

Départements éligibles hors de cette région, pour une quantité globale limitée à 1 000 t/an : Gard, Vaucluse.

Les éléments montrant le respect de ces dispositions sont intégrés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5.

### ARTICLE 2.3.2. DÉCHETS ADMIS DANS LE CENTRE

#### Cas du stockage définitif des déchets non dangereux et inertes

Cette catégorie de déchets et les conditions de leur acceptation dans le centre sont précisées dans l'arrêté ministériel 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets figurant en annexe I de cet arrêté ministériel peuvent être admis dans le centre sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable imposée à son article 3.

#### Cas du stockage définitif des déchets d'amiante lié

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante, ils sont liés à des matériaux de construction inertes ayant conservé leur intégrité.

Les conditions d'admission de cette catégorie de déchets dans le centre sont précisées dans l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

#### Disposition spécifique applicable au stockage définitif des déchets de plâtre

Les déchets de plâtre sont admis s'ils sont non recyclables, non mélangés à des déchets fermentescibles, et dès lors qu'ils sont non dangereux et respectent les valeurs limites ci-après : le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé en vigueur.

#### **VALEURS**

**COT (carbone organique total) sur éluat**

**800 mg/kg de déchet sec (\*)**

**COT (carbone organique total)**

5 %

(\*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 mg/kg.

Les conditions d'admission de cette catégorie de déchets dans le centre sont précisées dans l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

NOTA : Toute évolution de la nature des déchets que l'exploitant souhaite stocker dans le centre est à considérer comme une modification au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 2.3.3. PROCÉDURE DE CONTRÔLE DES DÉCHETS – TRAÇABILITÉ****Cas du stockage définitif des déchets non dangereux et inertes**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de la procédure d'acceptation préalable.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Cas du stockage définitif des déchets d'amiante lié ou de plâtre**

Lors de l'arrivée des déchets d'amiante lié ou de plâtre sur le centre, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable conforme et en cours de validité ;
- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- réalise une pesée ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement.
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise.

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents requis peuvent ne pas être exigés.

En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la

collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département de la Drôme.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions :

- la nature, le code et la quantité des déchets ;
- le lieu de provenance (adresse) et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;
- la date et l'heure de réception, et, si elle est distincte, la date de stockage ;
- l'identité du transporteur (nom, adresse et numéro de récépissé) ;
- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- le code du traitement prévu ;
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

#### **ARTICLE 2.3.4. CONTRÔLES INOPINÉS PORTANT SUR LES DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES**

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, par un prestataire indépendant spécialisé, de prélèvements inopinés dans le stockage définitif des déchets non dangereux inertes, pour analyses de leur conformité selon les critères figurant dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes sus-visé. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

### **CHAPITRE 2.4 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, utilisés de manière courante ou occasionnelle, pour assurer la protection de l'environnement tels que : produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.5 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.5.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer le centre dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Toutes dispositions sont prises pour lutter efficacement contre l'ambrosie et les autres espèces végétales considérées comme invasives.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, et autres déchets.

#### **ARTICLE 2.5.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords du centre, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Les éléments faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année écoulée sont intégrés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5.

### **CHAPITRE 2.6 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

#### **ARTICLE 2.6.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.7 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit, tient à jour et à la disposition de l'inspection sur le centre, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation environnementale, avec ses modifications et compléments éventuels,
- les plans tenus à jour,
- le plan des réseaux de collecte des eaux et lixiviats,
- les arrêtés préfectoraux relatifs au centre, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les prescriptions applicables aux installations soumises à déclaration ou enregistrement, visées par le présent arrêté ou tout arrêté préfectoral applicable au centre,
- les consignes d'exploitation,
- les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le centre,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

---

## TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, et, si elles existent, par les meilleures techniques disponibles de référence au niveau européen, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites d'émission.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.



Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que le centre ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans les bassins de stockage de lixiviats, ou dans tout dispositif à ciel ouvert.

L'exploitation est menée de manière à limiter efficacement les dégagements d'odeurs.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Un bilan sur la gestion des émissions olfactives (plaintes éventuelles, équipements destinés à réduire ou supprimer les émissions olfactives, etc.) est à établir et à faire figurer dans le rapport d'activité annuel visé à l'article 2.1.5 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les voies de circulation non revêtues sont arrosées autant que de besoin.
- Les véhicules sortant du centre n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place, le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles citées ci-dessus.

#### **ARTICLE 3.1.5. ENVOLS**

Les locaux du centre sont maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les camions de transport de matériaux ou de déchets sujets à envols, sont systématiquement équipés d'un dispositif opérationnel supprimant le risque d'envols (bâche ou filet par exemple).

Le mode de stockage, en transit ou définitif, des déchets permet de limiter les envols et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration des lieux, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés : Par exemple, des filets, dont il convient d'adapter aussi fréquemment que nécessaire la configuration pour que leur efficacité soit maximale.

L'exploitant procède régulièrement et aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du site. Au besoin, des campagnes de ramassage sont effectuées. Elles sont consignées dans un registre prévu à cet effet.

#### **ARTICLE 3.1.6. POUSSIÈRES**

Les déchets présents dans le centre sont, si nécessaire, humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec, ou lorsque la vitesse du vent le nécessite.

##### **Cas particulier des fibres d'amiante**

En cas de rupture d'un conditionnement des déchets d'amiante, un dispositif d'aspersion doit pouvoir être déclenché immédiatement. Les eaux d'aspersion sont dirigées au réseau de gestion des lixiviats.

L'exploitant dispose :

- d'un équipement permettant la réparation rapide du conditionnement, si c'est possible ;
- d'un équipement de reconditionnement du colis défectueux.

Les eaux de lavage susceptibles de contenir des fibres d'amiante sont dirigées au réseau de gestion des lixiviats.

Les prescriptions applicables à l'exploitation de l'aire de stockage en transit de déchets d'amiante libre figurent au chapitre 8.1 du présent arrêté.

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou tout autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de

ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### **ARTICLE 3.2.2. GESTION DU BIOGAZ**

Le biogaz émis dans le centre est collecté et, à défaut d'être valorisé, détruit en torchère. Quand le débit et/ou les caractéristiques du biogaz collecté ne permettront plus sa destruction, et préalablement à tout arrêt de la torchère, l'exploitant présentera à la préfecture de la Drôme, avec copie à l'inspection des installations classées, une étude technique établie par un organisme tiers, montrant qu'il n'est plus nécessaire de collecter et traiter le biogaz. L'étude précisera les conditions de mise en place et de surveillance d'un dispositif de dégazage passif des casiers de stockage.

I. L'exploitant réalise, au moins semestriellement, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz du centre. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le centre des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression des puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ils sont présentés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5. du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées au plus tard sous 8 jours.

II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive de la torchère du centre et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif ne dépasse pas un an.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5. du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées au plus tard sous 8 jours.

---

## **TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements dans les eaux souterraines, autres que ceux liés à leur analyse, ne sont pas autorisés.

#### **ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

##### **Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation**

Le site est raccordé au réseau public d'eau potable. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

## **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire..)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

## **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur du centre sont aériennes.

## **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations du centre ne sont pas susceptibles de dégrader les canalisations ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces canalisations, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

## **ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX**

Un système permet l'isolement, par rapport à l'extérieur du centre, des réseaux d'assainissement ou d'eaux pluviales du centre susceptibles d'être polluées. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Eaux pluviales extérieures au centre,
- Eaux pluviales intérieures au centre,
- Lixiviats,
- Eaux usées domestiques (eaux vannes, eaux de lavabos et douches) issues des bureaux, des vestiaires et des sanitaires.

### **ARTICLE 4.3.2. MAÎTRISE DES EAUX PLUVIALES EXTÉRIEURES AU CENTRE**

Les eaux pluviales extérieures au centre sont collectées et détournées du centre par un fossé périphérique suffisamment dimensionné et régulièrement entretenu.

### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES EAUX PLUVIALES INTÉRIEURES AU CENTRE**

Les eaux pluviales intérieures au centre sont collectées et dirigées vers deux bassins situés à l'intérieur du centre :

- Le bassin Nord. Après contrôle (\*), l'eau de ce bassin, d'une capacité de 850 m<sup>3</sup>, est déversée dans une réserve incendie de 308 m<sup>3</sup>, puis rejetée en surverse dans le cours d'eau de la Vauverière.



– Le bassin Sud. Après contrôle (\*), l'eau de ce bassin, d'une capacité de 4 985 m<sup>3</sup>, est déversée dans le cours d'eau du Riançon, qui rejoint le Bancel. Au-delà de la phase d'exploitation n°3, la capacité du bassin doit être d'au moins 5 820 m<sup>3</sup>.

(\*) La vidange du bassin est conditionnée par le respect des conditions fixées à l'article 4.3.14 du présent arrêté.

Les paramètres de chaque vidange (date, heures de début et fin de vidange, paramètres de contrôle, débit) seront consignés dans un registre de suivi.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les bassins de stockage des eaux de ruissellement internes au site sont étanches et dimensionnés pour contenir au moins la quantité d'eau de ruissellement résultant d'un événement pluvieux de fréquence décennale maximale. Les dispositions sont prises pour supprimer tout risque de débordement des bassins.

#### **ARTICLE 4.3.4. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.3.5. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.3.6. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.3.7. COLLECTE DES EFFLUENTS**

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux du centre ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.8. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du stockage ou du traitement des effluents (conditions anaérobies notamment).

#### **ARTICLE 4.3.9. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.3.10. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, sont mesurés périodiquement et portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu, sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 4.3.11. GESTION ET CONTRÔLE DES LIXIVIATS**

Il n'y a pas de rejet de lixiviats dans le milieu naturel.

Les lixiviats produits au niveau des casiers existants et des casiers en rehausse de déchets de plâtre sont dirigés dans le bassin de stockage de lixiviats du centre.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane d'étanchéité, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte et de stockage des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ils sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais, au plus tard sous un mois.

II. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent (pour les casiers en exploitation) ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte, dont le volume utile s'élève au minimum à 3 850 m<sup>3</sup> ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur le centre, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du centre.

IV. Les lixiviats sont traités dans une installation externe, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement.

La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé.

### ARTICLE 4.3.12. PROTECTION DES BASSINS

Les bassins de stockage d'eau ou de lixiviats sont équipés d'une clôture sur tout leur périmètre. Les dispositifs et équipements suivants sont positionnés à proximité immédiate de chaque bassin :

- une bouée ;
- une échelle ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

### ARTICLE 4.3.13. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

#### Article 4.3.13.1. rejet

Les eaux pluviales internes collectées au niveau du centre, autorisé à l'article 1.1.1, si le contrôle de leurs caractéristiques le permet, sont déversées en deux points, dont les coordonnées figurent dans le tableau ci-dessous :

Exutoire de surface	Coordonnées Lambert II étendu
« Vauverière »	X : 808398 / Y : 2033748
« Riançon »	X : 808422.1 / Y : 2033262.3

Les dispositifs de rejet des eaux pluviales sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux abords du point de rejet. En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

#### Article 4.3.13.2. Aménagement

##### Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet liquide est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

##### Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

##### Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

### ARTICLE 4.3.14. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS LIQUIDES

Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux doivent être contrôlées et respecter les paramètres du présent article. Elles doivent être exemptes :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Ces eaux doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Conductivité inférieure à 1 000 µS/cm
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### **ARTICLE 4.3.15. SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.3.16. CRITÈRES DE REJET DANS LE MILIEU NATUREL – CONTRÔLES – FIBRES D'AMIANTE**

Les eaux pluviales du centre rejetées dans le milieu naturel respectent les critères figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sus-visé.

Les dispositions relatives au contrôle de ces eaux à respecter figurent à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sus-visé.

Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement du centre est réalisée annuellement, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et prend les actions correctives appropriées dans un délai maximal de six mois.

#### **ARTICLE 4.3.17. EAUX USÉES DOMESTIQUES**

Les eaux usées domestiques sont traitées conformément aux règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 4.3.18. REJET ACCIDENTEL D'EAUX POTENTIELLEMENT POLLUÉES DANS LE MILIEU NATUREL**

En cas de rejet accidentel d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel au niveau de centre, notamment d'eaux pluviales ne respectant les limites fixées aux articles ci-dessus, l'exploitant doit en informer immédiatement l'ARS, le Syndicat d'eau potable Valloire Galaure, et l'inspection des installations classées. Il doit collecter et faire éliminer ces eaux dans des filières de traitement appropriées. L'exploitant conduit les investigations nécessaires pour identifier la cause de la contamination et y remédier.

---

## **TITRE 5 – DÉCHETS**

---

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son établissement en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.



**ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS PRODUITS DANS LE CENTRE**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son centre la séparation des déchets produits (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 et suivants du Code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-57 et suivants du Code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 et suivants du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 et suivants du Code de l'environnement.

**ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE DES DÉCHETS PRODUITS DANS LE CENTRE**

Les déchets entreposés dans le centre, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée moyenne d'entreposage des déchets produits, autres que les déchets potentiellement odorants, ne dépasse pas neuf mois ; la durée maximale d'entreposage des déchets produits, autres que les déchets potentiellement odorants, ne dépasse pas un an.

Les aires de réception, d'entreposage, de tri, de transit et de regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Les quantités de déchets produits et entreposés dans le centre, ne dépassent pas les valeurs maximales figurant dans le tableau ci-dessous :

Nature	Code déchet (1)	Etat	Quantité maximale annuelle estimée	Contenant et lieu de stockage	Evacuation
Déchets générés par les nouvelles activités					
EPI (gants, combinaisons)	15 02 02*	Solide	80 kg/an	Cabine de l'engin de déchargement des déchets amiante	Envoi sur une ISDD
Filtre amiante (engins)	15 02 02*	Solide	10 kg/an		
Déchets générés par la post-exploitation					
Lixiviats	19 07 03	Liquide	4 000 m³/an	Bassins lixiviats	Station de traitement AQUAPOLE
Biogaz	-	Gazeux	Environ 700 000 m³/an	Plateforme « torchère »	Torchère
Boues de curage des bassins	19 08 14	Pâteux	100 t/an	Bassins lixiviats	Curage tous les 6-7 ans
Média filtrant du pré-traitement de l'H2S	10 01 19	Solide	12 tonnes/an	Benne étanche de 30 m³ en stock sur la plateforme « torchère »	Par un prestataire agréé
Autres déchets banals					
Huiles usagées des engins	13 02 05*	Liquide	100 litres	Bidons sur rétention	Par un prestataire agréé
Déchets banals de bureaux	20 03 01	/	1 container < 500 litres	Container au niveau des bureaux	Collecte communale
Piles et batteries	20 01 33*	Solide	Ponctuel	Bac spécifique dans les bureaux	Par un prestataire agréé
Equipements électriques et électroniques	20 01 35*	Solide	Ponctuel	Bac spécifique dans les bureaux	Par un prestataire agréé

#### ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DU CENTRE

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Un registre des déchets dangereux produits, ou découverts dans les déchets reçus, (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour. L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

Les déchets produits par l'activité de stockage de déchets d'amiante lié sont emballés dans des sacs étanches adaptés et au marquage amiante réglementaire.

#### ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS PRÉSENTS DANS LE CENTRE

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte du centre est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

## ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

## TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

Le centre est construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h,	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h,
----------	--	--

	(sauf dimanches et jours fériés)	(ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 sus-mentionné, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

### CHAPITRE 6.3 CONTRÔLES

L'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des mesures de niveaux sonores soient effectuées par un organisme de compétence reconnue s'il n'est pas agréé. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 sus-mentionné. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement du centre sur une durée d'une demi-heure au moins.

#### Limitation des émissions sonores du concasseur-cribleur

À la phase d'exploitation n°12, avant la mise en exploitation du concasseur-cribleur sur le casier de stockage de déchets de plâtre n°2, une butte de terre de 4 m de hauteur sera mise en place pour limiter les émissions sonores. Elle sera en forme de U et englobera les parties sud, ouest et nord du concasseur-cribleur. Cette butte sera à 10 m du concasseur-cribleur, elle fera environ 60 m de longueur (30 m sur la partie ouest et 15 m sur les parties nord et sud).

Un contrôle des émissions sonores globales du centre sera réalisé, conformément au présent chapitre, dans le mois suivant la mise en exploitation du concasseur-cribleur sur le casier de stockage de déchets de plâtre n°2 .

### CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS

#### ARTICLE 6.4.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## TITRE 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

#### ARTICLE 71.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties du centre qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### ARTICLE 71.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans le centre, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.



### **ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DU CENTRE**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **ARTICLE 7.1.4. CONTRÔLE DES ACCÈS**

Une clôture résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres, positionnée à une distance d'au moins 10 m de toute zone de stockage de déchets, entoure le centre. Elle est munie de portails fermés à clef en dehors des heures ouvrées.

La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et de la faune.

Aucune personne étrangère au centre ne doit avoir libre accès aux différentes installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès (vidéo-surveillance par exemple), ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans le centre.

### **ARTICLE 7.1.5. CIRCULATION DANS LE CENTRE**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du centre. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

### **ARTICLE 7.1.6. ÉTUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### **ARTICLE 7.1.7. ZONE ATEX**

Une étude ATEX est réalisée afin d'identifier les zones à risque d'explosion. Les mesures proposées par cette étude sont mises en place.

## **CHAPITRE 7.2 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

### **ARTICLE 7.2.1. ACCESSIBILITÉ**

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès au site » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation d'une installation dans le site stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes au site, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site.

Les voies de circulation et les accès aux divers bâtiments du site et aux aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

### **ARTICLE 7.2.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

1. de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours ;
2. de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local et chaque aire de stockage, comme visé à l'article 7.1.1 ;
3. d'une réserve d'eau incendie répartie dans les bassins au Nord (308 m<sup>3</sup>) et au Sud (500 m<sup>3</sup>) du centre. Cette réserve est aménagée et maintenue disponible en permanence. Les réserves incendie possèdent une aire d'aspiration aménagée de 8 m X 4 m, avec une colonne d'aspiration munie de raccords symétriques de diamètre 100, conformes aux normes en vigueur. La hauteur d'aspiration n'est pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 m ;

4. d'un stock permanent de terre d'un volume minimal de 50 m<sup>3</sup>, placé à proximité des zones en cours d'exploitation, et d'au moins un chargeur pour leur mise en œuvre ;
5. d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et engins présentant des risques d'incendie, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces vérifications et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **ARTICLE 7.3.1. DÉBROUSSAILLAGE**

Les abords du centre sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le centre ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le centre.

Les abords d'un casier en exploitation sont maintenus débroussaillés sur une profondeur minimale de 50 mètres.

#### **ARTICLE 7.3.2. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties du centre mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont réduites au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

#### **ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

#### **ARTICLE 7.3.4. VENTILATION DES LOCAUX**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

### ARTICLE 7.3.5. ASTREINTE

Une astreinte est mise en place. Toute information des systèmes de détection en place dans le centre (intrusion – incendie – dysfonctionnements potentiellement dangereux) est reportée à l'astreinte pour contrôle et, si nécessaire, action à mener dans les meilleurs délais.

## CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### ARTICLE 7.4.1. RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux.

### ARTICLE 7.4.2. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires et de stockage des lixiviats.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit ou déchet éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits ou déchets pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les produits ou déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables au site en matière de rejets, ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou des déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Tout stockage de liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut être installé sous le niveau du sol que s'il est à double enveloppe.

Le stockage et la manipulation de produits ou de déchets dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les stockages des déchets dangereux générés par l'exploitation, susceptibles de contenir des substances polluantes, sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

III. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des récipients.

IV. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le dispositif de confinement de ces eaux s'élève au moins à **1 330 m<sup>3</sup>**.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

Pour chaque installation du centre, l'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

### **ARTICLE 7.5.2. FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le centre, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

### **ARTICLE 7.5.3. ÉVACUATION DES PERSONNES PRÉSENTES**

Tout bâtiment du centre occupé par des personnes doit être aménagé pour permettre une évacuation rapide de ces personnes dans deux directions opposées ou différentes. L'emplacement des issues doit offrir à ces personnes des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Une procédure d'évacuation de toutes les personnes présentes dans le site est rédigée et testée.

### **ARTICLE 7.5.4. TRAVAUX**

Dans les parties du centre recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » pour une intervention avec source de chaleur ou flamme et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties du centre présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.



## ARTICLE 7.5.5. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre, à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité, un registre est tenu à cet effet ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées du centre ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de chaque installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur le site et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du centre, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du Code du travail.

## CHAPITRE 7.6 SUBSTANCES RADIOACTIVES

Le site est équipé d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible seulement sa benne, est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.

La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.

La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétent en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire étanche de stationnement temporaire mentionnée ci-dessus, en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5  $\mu\text{Sv/h}$ .

L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5  $\mu\text{Sv/h}$  au contact des parois extérieures.

Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée :

- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (< 100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;
- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (> 100 jours), le déchet est géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.

Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7.

La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

---

## **TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 PLATEFORME DE TRANSIT DE DÉCHETS D'AMIANTE LIBRE**

– Les conditionnements d'amiante libre acceptés sur la plateforme font au maximum 2 m<sup>3</sup>. Les déchets (palettes et conditionnements d'amiante libre) sont déchargés à même le sol, dans l'attente de leur transport dans un centre de traitement autorisé. Tout conditionnement doit être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro de SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement.

– Seuls des engins de manutention habilités (du type chariot élévateur ou télescopique équipé d'une cabine pressurisée et d'un système de filtration de l'air adapté aux contraintes amiante) pénètrent sur la plateforme et déplacent les déchets d'amiante, les camions de livraisons restent à l'entrée.

– Une procédure précisant les conditions d'exploitation de la plateforme, en situation habituelle, en situation accidentelle, sera rédigée préalablement à sa mise en exploitation, le respect de sa stricte application par les employés sera vérifié et tracé périodiquement.

– Les employés intervenant sur la plateforme sont formés à la gestion des risques liés à la manipulation des déchets d’amiante. À réception de ce type de déchets, le responsable du centre procède au contrôle de leur conformité au vu des informations figurant sur les documents d’accompagnement que sont le CAP (certificat d’acceptation préalable) et le BSDA (bordereau de suivi de déchets d’amiante), il s’assure de l’intégrité du conditionnement des déchets et de leur étiquetage, afin de permettre leur déchargement en toute sécurité.

– Sur le BSDA sont indiqués les numéros des scellés et qui précise :

- l’identité du maître d’ouvrage qui a commandé les travaux de désamiantage ;
- l’identité de l’entreprise qui a effectué les travaux de désamiantage ;
- l’identité du transporteur ayant apporté les déchets jusqu’au centre.

– Les déchets sont alors pesés et déchargés avec précaution dans une zone d’entreposage provisoire où un nouveau contrôle du conditionnement est effectué. Les opérations de déversement direct de ce type de déchets, au moyen d’une benne notamment, sont interdites.

– Durant les opérations de déchargement/chargement des déchets d’amiante, les principales dispositions suivantes sont opérationnelles :

- \* Dispositif de brumisation d’eau et lance à eau à déclenchement manuel ;
- \* Aspirateur à très haute efficacité ;
- \* Équipements de protection individuelle adaptés pour les employés présents sur la plateforme ou à proximité ;
- \* Conditionnements de secours ;
- \* Adhésif et film polyane adaptés pour réparer/reconditionner si nécessaire les conditionnements présentant des anomalies.

– En dehors des heures d’exploitation, un dispositif de surveillance de la plateforme doit permettre une intervention rapide en cas de nécessité.

## **TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

L’exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II de l’arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé.

Les résultats des mesures sont présentés dans le rapport annuel d’activité prévu à l’article 2.1.5 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les dispositions des alinéas II et III de l’article 58 de l’arrêté du 2 février 1998 modifié sus-visé, s’appliquent. Elles concernent :

- le recours aux méthodes de référence pour l’analyse des substances dans l’eau ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage.

Par ailleurs, l’inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d’effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l’exécution de mesures de niveaux sonores.

Les frais occasionnés sont à la charge de l’exploitant. Une convention avec un tiers indépendant de l’exploitant peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l’inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l’exploitant jusqu’à la fin de la période de surveillance des milieux.

Les informations portant sur les eaux souterraines et les sources sont également transmises au service départemental chargé de la police des eaux.

## ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## CHAPITRE 9.2 CONTRÔLES

### ARTICLE 9.2.1. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La surveillance des eaux souterraines est assurée au moyen :

- du réseau existant de 6 piézomètres implantés sur le centre ;
- des 5 sources dites DUCLOY, BOUVIER, GABET, VALLON, BERUT ;
- du puits SAUREL.

Ces ouvrages figurent sur le plan joint en annexe XI au présent arrêté.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- biologiques : DBO<sub>5</sub> ;
- bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les paramètres analysés peuvent évoluer en fonction des polluants susceptibles d'être contenus dans le lixiviat et de la qualité des eaux souterraines dans la région. L'exploitant peut en faire la demande argumentée auprès du préfet.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai maximal d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval du centre, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.



## ARTICLE 9.2.2. SURVEILLANCE DES REJETS LIQUIDES DANS LE MILIEU NATUREL

La surveillance des eaux pluviales de ruissellement internes au centre est assurée selon les dispositions précisées aux articles 4.3.14 et 4.3.16 du présent arrêté.

**Suivi de la qualité des eaux du Bancel** : L'exploitant fait procéder, durant les trois premières années suivant la date de notification du présent arrêté, à une campagne bisannuelle (en périodes de hautes et basses eaux) d'analyses des eaux aux 4 points suivants :

- Dans le Bancel, à l'amont du point de déversement des eaux pluviales du centre ;
- Dans le Bancel, à l'aval du point de déversement des eaux pluviales du centre ;
- Au point d'entrée dans la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage ;
- Au niveau du captage lui-même.

En l'absence de rejet accidentel d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel au niveau du centre, la campagne pourra être renouvelée une fois tous les trois ans.

Les paramètres à analyser découlent d'une analyse des risques établie par l'exploitant, qui doit croiser avec la réglementation « eau potable ». Cette analyse est transmise sous un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'ARS, au Syndicat d'eau potable Valloire Galaure et à l'inspection des installations classées.

## ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

### 1/ Poussières

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas, les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du centre sont les plus importantes au regard de son activité et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur le centre. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du centre et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales, peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets du centre concerné.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution du centre ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées, et présentés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5. du présent arrêté.

### 2/ Biogaz

La qualité du biogaz capté dans le centre (méthane, gaz carbonique, monoxyde de carbone, oxygène, sulfure d'hydrogène, hydrogène) est mesurée tous les 6 mois, selon les modalités prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées, et présentés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5. du présent arrêté.

### 3/ Torchère

La torchère du centre est contrôlée par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si elle fonctionne moins de 4 500 heures par an. Elle est conçue de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Elle est munie des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par la torchère n'excède pas :

SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm<sup>3</sup> ;

CO : 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5. du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées au plus tard sous 8 jours.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m<sup>3</sup> rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

#### ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique du centre est effectuée dans un délai de trois mois après la mise en exploitation d'une des installations autorisées à l'article 1.1.1 du présent arrêté, puis tous les 5 ans, comme précisé au chapitre 6.3 du présent arrêté. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles spécifiques que l'inspection des installations classées pourra demander en cas de plainte.

#### ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues. L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Les justificatifs sont conservés pendant cinq ans.

### CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

#### ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées ainsi que, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

#### ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement (déclaration d'incident ou d'accident), l'exploitant établit et adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au présent chapitre, portant sur l'année écoulée. Ce rapport traite notamment de l'interprétation des résultats de l'année écoulée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives effectuées, des modifications éventuelles à apporter au programme de surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur le traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité ...). Ce rapport fait partie du rapport annuel d'activité visé à l'article 2.1.5.

L'exploitant enregistre sur la plateforme numérique GIDAF les résultats de l'autosurveillance portant notamment sur les rejets d'eaux pluviales et les eaux souterraines, au plus tard un mois après leur réception par l'exploitant.

Mais tout résultat de mesures montrant une situation anormale doit être adressé dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées, avec les commentaires et propositions d'actions correctives appropriés.

Les résultats d'autosurveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 9.3.3. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS

En application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, l'exploitant déclare chaque année les émissions chroniques et accidentelles de son établissement, sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, et dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel sus-mentionné.

## TITRE 10 – DÉROGATIONS AUX MESURES DE PROTECTION STRICTE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE SAUVAGES

### CHAPITRE 10.1 OBJET DE LA DÉROGATION

Dans le cadre de l'exploitation d'une plateforme de gestion et de stockage de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire, le bénéficiaire est autorisé, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent titre, à :

- détruire et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
<b>AMPHIBIENS</b>				
Grenouille verte ( <i>Pelophylax kl. esculentus</i> )		X	X	
Grenouille de Lessona ( <i>Pelophylax lessonae</i> )		X	X	
Grenouille agile ( <i>Rana dalmatina</i> )		X	X	
Grenouille rieuse ( <i>Pelophylax ridibundus</i> )		X	X	
Alyte accoucheur ( <i>Alytes obstetricans</i> )		X	X	
Crapaud épineux ( <i>Bufo spinosus</i> )		X	X	
Salamandre tachetée ( <i>Salamandra salamandra</i> )		X	X	
Triton alpestre ( <i>Ichthyosaura alpestris</i> )		X	X	
Triton palmé ( <i>Lissotriton helveticus</i> )		X	X	
<b>REPTILES</b>				
Couleuvre helvétique ( <i>Natrix helvetica</i> )		X	X	
Couleuvre verte et jaune ( <i>Hierophis viridiflavus</i> )		X	X	X
Lézard à deux raies ( <i>Lacerta bilineata</i> )		X	X	X
Lézard des murailles ( <i>Podarcis muralis</i> )		X	X	
<b>MAMMIFÈRES</b>				
Grand Murin ( <i>Myotis myotis</i> )				X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Barbastelle d'Europe ( <i>Barbastella barbastellus</i> )		X	X	X
Murin à oreilles échancrées ( <i>Myotis emarginatus</i> )		X	X	X
Murin de Daubenton ( <i>Myotis daubentoni</i> )		X	X	X
Murin à moustaches ( <i>Myotis mystacinus</i> )		X	X	X
Murin de Natterer ( <i>Myotis nattereri</i> )		X	X	X
Noctule commune ( <i>Nyctalus noctula</i> )		X	X	X
Pipistrelle commune ( <i>Pipistrellus pipistrellus</i> )		X	X	X
Oreillard gris ( <i>Plecotus austriacus</i> )		X	X	X
Pipistrelle de Kuhl ( <i>Pipistrellus kuhlii</i> )		X	X	X
Noctule de Leisler ( <i>Nyctalus leisleri</i> )		X	X	X
Sérotine commune ( <i>Eptesicus serotinus</i> )		X	X	X
Écureuil roux ( <i>Sciurus vulgaris</i> )		X	X	X
<b>OISEAUX</b>				
Alouette lulu ( <i>Lullula arborea</i> )		X	X	X
Engoulevent d'Europe ( <i>Caprimulgus europaeus</i> )		X	X	X
Fauvette grisette ( <i>Sylvia communis</i> )		X	X	X
Mésange à longue queue ( <i>Aegithalos caudatus</i> )		X	X	X
Pie-grièche écorcheur ( <i>Lanius collurio</i> )		X	X	X
Tarier pâtre ( <i>Saxicola torquatus</i> )		X	X	X
Bruant zizi ( <i>Emberiza cirius</i> )		X	X	X
Fauvette à tête noire ( <i>Sylvia atricapilla</i> )		X	X	X
Hypolaïs polyglotte ( <i>Hippolais polyglotta</i> )		X	X	X
Mésange bleue ( <i>Cyanistes caeruleus</i> )		X	X	X
Mésange charbonnière ( <i>Parus major</i> )		X	X	X
Pinson des arbres ( <i>Fringilla coelebs</i> )		X	X	X
Pouillot véloce ( <i>Phylloscopus collybita</i> )		X	X	X
Rossignol philomèle ( <i>Luscinia megarhynchos</i> )		X	X	X
Rougegorge familier ( <i>Erithacus rubecula</i> )		X	X	X
Bergeronnette grise ( <i>Motacilla alba</i> )		X	X	X
Rougequeue noir ( <i>Phoenicurus ochruros</i> )		X	X	X
Moineau domestique ( <i>Passer domesticus</i> )		X	X	X

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble de ces obligations par tous les intervenants sur les chantiers concernés par le présent titre.

## CHAPITRE 10.2 PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire se conforme strictement au périmètre défini en annexe I du présent arrêté.

## CHAPITRE 10.3 CONDITIONS DE LA DÉROGATION – PRESCRIPTIONS

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté respectent les engagements pris dans le dossier et ses compléments, sous réserve des dispositions suivantes :



### ARTICLE 10.3.1. MESURES D'ÉVITEMENT DES IMPACTS

#### ME1 – Mise en défens des boisements fonctionnels

Les boisements, localisés sur la cartographie en annexe II, font l'objet d'une mise en défens préalablement au démarrage des travaux, à l'aide de barrières ou d'un merlon en enrochements, afin de prévenir d'éventuelles altérations par les engins de chantier.

Les dispositifs de mise en défens sont maintenus durant la durée des travaux et de la phase d'exploitation.

### ARTICLE 10.3.2. MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS

#### MR1 – Adaptation du calendrier écologique pour la préparation des terrains

Les travaux de défrichement et de débroussaillage sont réalisés entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre.

#### MR2 – Échelonnement spatio-temporel de la préparation des terrains

Afin d'atténuer les risques de destruction d'individus présents dans les abris et les habitats potentiellement favorables sur un casier, une préparation progressive du terrain est effectuée pour les phases d'exploitation 3 à 11. Pour cela, avant le début d'exploitation d'un casier, un déboisement et un débroussaillage, puis un dessouchage et un décapage de l'emprise du casier à exploiter sont réalisés entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre.

#### MR3 – Protocole d'abattage doux des arbres-gîtes à chauves-souris

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- parmi les arbres devant être abattus, un marquage et un balisage des arbres-gîtes potentiels à chiroptères est réalisé par un chiroptérologue ;
- aucun élagage des branches des arbres à abattre n'est réalisé ;
- pour tout arbre-gîte potentiel repéré, un abattage doux à la tête de démontage ou équivalent (pelle équipée de pince) est effectué entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre ;
- un chiroptérologue vérifie l'absence de chiroptère dans les arbres concernés, en prospectant la cavité avec un endoscope ;
- les arbres-gîtes sont laissés sur le sol durant 48 heures minimum, avec l'entrée de la cavité face au ciel pour permettre aux chauves-souris de quitter définitivement le gîte.

#### MR4 – Plantation progressive de boisements rustiques pendant l'exploitation

Une haie bocagère est plantée sur les versants externes du site au fur et à mesure de l'avancement des travaux de réalisation des merlons périphériques (digues).

Les haies sont conservées après la cessation d'activité.

L'objectif est de constituer des haies vives, évoluant vers des boisements denses, composées d'une strate arbustive (2 à 3 mètres de hauteur) surmontée d'une strate arborée (6 à 7 mètres).

Le choix des espèces exclut toute espèce exotique ou envahissante et également tous les cultivars et espèces horticoles. Les plants et semis sont composés uniquement d'espèces autochtones. Ces plants et semis doivent être issus de la région biogéographique de projet, et préférentiellement labellisés « végétal local ». Le certificat de traçabilité de l'origine des plants est transmis à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ([pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)) avant la réalisation des plantations.

Les démarches visant à obtenir des plants d'origine locale doivent être suffisamment anticipées en amont de la plantation ou du semis.

Les espèces à planter sont choisies parmi la liste suivante : Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Épine vinette (*Berberis vulgaris*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Charme (*Carpinus betulus*), Érable champêtre (*Acer campestre*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Merisier (*Prunus avium*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Noisetier (*Corylus avellana*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Troène commun (*Ligustrum vulgare*).

Les plants sont mis en place à la saison favorable (entre novembre et mars) sur un sol préparé à l'amont : décompacté en profondeur (sous-solage profond à 60 cm idéalement) et affiné. Un paillage, idéalement du BRF, est mis en place à la plantation (1 m<sup>2</sup> par plant garantissant l'absence de concurrence avec les graminées pendant au moins 3 ans). En cas de mise en place de toile de paillage, elle est entièrement végétale et biodégradable (le plastique est proscrit).

Les plantations sont réalisées sur 3 rangées espacées de 1 mètre maximum avec un espacement de 1 mètre maximum dans la ligne de plantation.

Les espèces plantées sont variées : minimum de 6 espèces, espèce dominante représentant au maximum 30 % des plantations, présence d'essences à feuillage persistant et caduque).

La plantation n'est pas régulière afin d'éviter l'aspect artificiel de la haie. Les arbres de haut jet sont espacés d'une distance comprise entre 8 et 16 mètres. En lisière de haie, une bande enherbée de 1 à 1,5 mètres est conservée de part et d'autre, afin d'assurer les fonctions biologiques pour l'ensemble des espèces fréquentant la haie.

Les linéaires de haies suivants sont plantés au cours de l'exploitation du site (T correspondant à l'année de démarrage de l'exploitation du site) :

- 160 mètres linéaires plantés à T+0 an (avant la phase 1) ;
- 165 mètres linéaires plantés à T+1 an (avant la phase 2) ;
- 250 mètres linéaires plantés à T+3 ans (avant la phase 4) ;
- 155 mètres linéaires plantés à T+4 ans (avant la phase 5) ;
- 280 mètres linéaires plantés à T+8 ans (avant la phase 7).

Soit un total d'environ 1000 mètres linéaires de haies.

Les plants sont formés (taille si nécessaire) et entretenus pendant les 5 ans suivant leur implantation. Les plants morts sont systématiquement remplacés durant cette période. Par la suite, l'objectif est l'obtention d'une haie à trois strates (arborée, arbustive et herbacée) et la gestion vise la libre évolution autant que possible (les plants morts et le lierre sont ainsi conservés).

Une taille d'entretien des côtés des haies est néanmoins réalisée tous les 4 à 5 ans si nécessaire. Les arbres de haut jet ne sont pas taillés en hauteur. Des outils respectueux de la végétation permettant une taille nette et franche qui n'éclate pas les branches sont utilisés (lamier, barre-sécateur, tronçonneuse, élagueuse, sécateur de force, scie à main, taille-haie...). L'usage de l'épareuse est ainsi proscrit pour les branches d'un diamètre supérieur à 2 cm. Toute opération de taille ou coupe est effectuée entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> mars, hors période de reproduction des oiseaux. Au maximum, 50 % du linéaire de haie est taillé par année afin de maintenir une haie riche en baies pendant toute la période hivernale. Une partie des produits de taille est laissée sur place.

Les bandes enherbées et strates herbacées font l'objet d'une seule fauche tardive tous les ans ou tous les deux ans suivant les dynamiques de végétation entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> mars.

L'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite.

Les cartographies en annexe IV illustrent le phasage de la mise en œuvre des mesures MR4 et MR5.

#### MR5 – Renaturation de prairies après couverture des casiers

Les opérations suivantes sont réalisées pour chaque casier après exploitation, dès la pose de la couverture :

- un réaménagement de l'emprise du casier recouvert, en pente douce, à l'aide de matériaux inertes (terres de découverte, accompagnées de stériles d'extraction de carrière calcaire) est effectué. Le sol récepteur est laissé en l'état (non amendé et non semé) ;
- une préparation du terrain du casier, par travail préalable du substrat (décompactage et émiettement) est réalisée afin de recréer les conditions stationnelles favorables aux habitats d'espèces ;
- un transfert du foin d'une prairie sèche et un renappage sur le sol travaillé du casier sont effectués, pour permettre une reconstitution des sols adaptés et l'expression de la banque de graines locale.

Les surfaces de prairies restituées au cours de l'exploitation du site sont les suivantes (voir annexe III) (T correspondant à l'année de démarrage de l'exploitation du site) :

- casier Plâtre n°1 (4 500 m<sup>2</sup>) recouvert à T+4 ans (phase 4) ;
- casier K3+ n°1 (2 600 m<sup>2</sup>) recouvert à T+5-6 ans (phase 5) ;
- casier Amiante n°1 (4 500 m<sup>2</sup>) recouvert à T+5-6 ans (phase 5) ;
- casier K3+ n°2 (2 000 m<sup>2</sup>) recouvert à T+7-8 ans (phase 7) ;
- casier K3+ n°3 (5 000 m<sup>2</sup>) recouvert à T+9-10 ans (phase 8) ;
- casier Amiante n°2 (5 500 m<sup>2</sup>) recouvert à T+11 ans (phase 9) ;
- casier Plâtre n°2 (4 600 m<sup>2</sup>) recouvert à T+12 ans (phase 10) ;
- casier K3+ n°4 (3 500 m<sup>2</sup>) recouvert à T+12-13 ans (phase 11) ;
- casier K3+ n°5 (5 700 m<sup>2</sup>) recouvert à T+15 ans (phase 12) ;
- casier Plâtre n°3 (3 000 m<sup>2</sup>) recouvert à T+16-17 ans (après phase 12) ;
- casier Amiante n°3 (4 600 m<sup>2</sup>) recouvert à T+16-17 ans (après phase 12).

Un entretien des prairies créées, soit par action mécanique (débourssaillement et coupe des arbustes de diamètre < 10 cm), soit par pâturage extensif (ovin), est à privilégier. L'entretien du site est détaillé dans le plan de gestion prévu à la mesure MA3.

Les cartographies en annexe IV illustrent le phasage de la mise en œuvre des mesures MR4 et MR5.

#### MR6. Gestion des espèces exotiques envahissantes

Durant la phase d'exploitation du site, des opérations de lutte contre les espèces exotiques envahissantes sont réalisées, notamment sur les espèces suivantes : Buddleia de David (*Buddleja davidii*), Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) et l'Ambroisie à feuille d'Armoise (*Ambrosia artemisiifolia*).

Des campagnes d'éradication sont menées *a minima* une fois par an.

La propreté des engins à l'entrée du chantier est contrôlée, afin d'éviter la propagation d'espèces végétales invasives, et le bon état mécanique des engins de chantier (absence de fuites d'huile, etc.) est vérifié.

### **ARTICLE 10.3.3. MESURES DE COMPENSATION DES IMPACTS**

#### MC1 – Création d'une mosaïque de milieux ouverts et semi-ouverts

Les actions suivantes sont réalisées dès la délivrance de la présente autorisation et avant le démarrage de l'exploitation du site sur une parcelle d'environ 2,7 ha localisée en bordure Ouest du site :

- une conversion de la monoculture intensive en prairie de fauche, sur une surface de 9 070 m<sup>2</sup>, est réalisée ;
  - une conversion de la prairie rudéralisée en prairie de fauche, sur une superficie de 3 100 m<sup>2</sup>, est réalisée ;
  - une réouverture de la friche ourliée, sur une surface de 9 900 m<sup>2</sup>, est effectuée ;
- La surface restante, d'environ 5 000 m<sup>2</sup>, correspond à une friche rudéralisée, en marge de la culture intensive de *Miscanthus* ;
- une haie arbustive épineuse de 240 mètres linéaires pour une largeur de 2 mètres à maturité (entre 3 à 5 ans), soit 580 m<sup>2</sup>, est plantée.

Ces opérations sont localisées sur la cartographie en annexe V.

Une gestion du site est assurée pendant une durée de 15 ans selon les modalités détaillées dans le plan de gestion prévu à la mesure MA3.

#### MC2 – Gestion d'une prairie avec création et restauration de haies

La parcelle ZO 29, localisée sur la cartographie en annexe VI, fait l'objet des opérations de gestion suivantes :

- restauration d'une haie multi-strates large d'environ 5 mètres sur 400 mètres linéaires, soit environ 2 000 m<sup>2</sup> ;
- création d'une haie multi-strates large d'environ 5 mètres sur 360 mètres linéaires, soit environ 1 800 m<sup>2</sup> ;
- gestion conservatoire de la prairie par pâturage extensif (< 0,8 UGB à l'hectare) ou fauche tardive annuelle (à partir du mois de septembre), sur une surface de 5 400 m<sup>2</sup> (avec gestion de prophylaxie agréée en agriculture biologique).

Les prescriptions suivantes sont respectées : exportation des produits de fauche (en cas de fauche), aucune utilisation de produits phytosanitaires, absence d'intrants, gestion des éventuelles espèces exotiques envahissantes.

Les prescriptions suivantes sont respectées concernant la création et la restauration de haies :

- les plants sont issus d'une démarche de production garantissant leur origine locale type « label végétal local » ;
- les plants sont mis en place à la saison favorable (entre novembre et mars) sur un sol préparé à l'amont : décompacté en profondeur (sous-solage profond à 60 cm idéalement) et affiné. Des protections anti-gibiers adaptées (gainés de protection climatique) sont installées et entretenues tant qu'elles sont nécessaires. Elles sont biodégradables autant que possible (carton) ou retirées dès que les plants sont suffisamment robustes. Une mise en défens pérenne est mise en place si nécessaire (notamment en cas de mise en place de pâturage) ;
- les plantations sont réalisées en quinconce sur deux à trois rangées espacées de 1 mètre maximum avec un espacement de 1 mètre maximum dans la ligne de plantation ;
- les espèces plantées sont variées (minimum de 6 espèces, espèce dominante représentant au maximum 30 % des plantations, présence d'espèces persistantes et caduques) avec la présence de strates arborées, arbustives et herbacées de manière à augmenter la diversité, créer un maximum d'habitats et maximiser l'étalement de la période de fructification de la haie (nourrissage) ;
- le séquençage ne doit pas être régulier afin d'éviter l'aspect artificiel de la haie. Les arbres de haut jet sont espacés d'une distance comprise entre 8 et 16 mètres. En lisière de haie, une bande enherbée de 1,5 mètre est conservée de part et d'autre afin d'assurer les fonctions biologiques de toutes les espèces fréquentant la haie ;



– un arrosage abondant des plantations (30 litres par plant à chaque arrosage) est à prévoir la première année durant les périodes du printemps et d'été les plus sèches. Les plants sont formés (taille si nécessaire) et entretenus durant les 5 ans suivant leur mise en place afin de favoriser leur implantation. Les plants morts sont systématiquement remplacés durant cette période. Par la suite, l'objectif est l'obtention d'une haie à deux/trois strates (arborée, arbustive et herbacée) et la gestion vise la libre évolution autant que possible (les plants morts et le lierre sont ainsi conservés). Des interventions (tailles ou coupes) ponctuelles, notamment en bordure de parcelles ou de voiries/chemins, peuvent toutefois être réalisées en cas de risque avéré pour la sécurité des biens ou des personnes (à préciser le cas échéant suivant les cas).

Une gestion du site, visant notamment l'amélioration de la qualité écologique de la prairie, est assurée pendant une durée de 15 ans selon les modalités détaillées dans le plan de gestion prévu à la mesure MA3.

La convention entre le bénéficiaire et le propriétaire de la parcelle de compensation, reprenant les prescriptions précédentes, est transmise à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) au plus tard 3 mois après la date de signature du présent arrêté.

### **ARTICLE 10.3.4. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

#### **MA1 – Assistance à maîtrise d'ouvrage par un écologue**

Préalablement au lancement du chantier, un coordinateur de chantier spécialisé en écologie, écologue de formation et de métier, est missionné par le maître d'ouvrage. Son rôle consiste notamment à :

- participer à l'élaboration des moyens et supports permettant de faire de la communication et de la sensibilisation pour les intervenants du chantier ;
- animer une réunion de lancement et de sensibilisation sur site. L'objectif est de localiser in situ et d'expliquer au chef de chantier et aux différentes entreprises les enjeux écologiques du site que l'opérateur s'est engagé à respecter ;
- assurer un suivi régulier du chantier. La fréquence des visites est de 3 à 6 passages par an durant les 2 premières années, puis 1 à 2 passages par an. Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu synthétique et illustré présentant l'objet de la visite et les constats réalisés. Les comptes-rendus sont transmis en version informatique à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) dans les sept jours qui suivent la visite ;
- coordonner la mise en défens des espèces et milieux naturels sensibles ;
- veiller au maintien en bon état et au respect des dispositifs de mise en défens durant toute la phase de chantier ;
- coordonner la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivis ;
- contrôler l'état du site, notamment vis-à-vis des enjeux écologiques ;
- répondre aux interrogations des entreprises en charge des travaux, les conseiller et leur offrir un appui technique indispensable à une bonne prise en compte des enjeux écologiques.

Un bilan est établi sur la qualité et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement. Celui-ci est adressé en version informatique à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la fin d'exploitation.

#### **MA2 – Création de gîtes artificiels**

Deux linéaires d'environ 100 m chacun d'hibernaculums sont créés sur le site, ce qui correspond à 29 hibernaculums, comme localisé sur la cartographie en annexe VII. Des tas d'éléments grossiers (branches et gros cailloux) sont placés sur le sol préalablement décompacté et légèrement surcreusé, permettant de créer des interstices dans lesquels pourra se glisser la petite faune. Le sommet des hibernaculums est constitué d'éléments plus fins et plus imperméables afin de créer une couche protectrice (branchages fins avec feuilles, couches de végétation et mousses...) mais aussi de tas de branches, gros blocs, etc.

Un entretien est réalisé sur toute la durée d'exploitation du site : recharge en matériaux, débroussaillage selon les besoins identifiés au cours des suivis naturalistes.

#### **MA3 – Gestion écologique du site d'exploitation et des parcelles compensatoires**

Un plan de gestion écologique du site et des parcelles de compensation est rédigé et transmis, pour validation, à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr), au plus tard 6 mois après la signature de la présente autorisation.

Le plan de gestion prévoit la mise en œuvre des actions suivantes sur une durée de 15 ans : plantation de boisements rustiques et entretien des milieux ouverts et semi-ouverts (mesure MR4), utilisation du label



« Végétal local », renaturation des prairies (mesure MR5), campagne annuelle de lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes (MR6), gestion extensive des espaces verts, interdiction de l'éclairage artificiel sur le site entre 18 h et 6 h du matin, suppression de l'usage des herbicides et des insecticides sur le site, mise en place de tas de bois et d'abris à insectes, modalités d'entretien spécifique des bassins autorisés (dates de curage à proscrire pendant les périodes de reproduction des amphibiens / accompagnement par un écologue dès la moindre intervention sur bassin), création de gîtes artificiels (mesure MA2), création d'une mosaïque de milieux ouverts et semi-ouverts (mesure MC1), gestion d'une prairie avec création et restauration de haies (MC2), suivis écologiques (MS1 à MS4).

### ARTICLE 10.3.5. MESURES DE SUIVI

Les suivis MS1 à MS4 sont conduits à l'aide de méthodologies aisément reproductibles et permettant la comparaison des données dans le temps.

Les résultats de ces suivis sont systématiquement transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard le 31 janvier de l'année suivant chaque passage.

#### MS1 – Suivi naturaliste de la mesure MR4

Afin d'évaluer l'efficacité de la mesure MR4, un suivi floristique et faunistique (chiroptères, oiseaux, insectes) est réalisé sur l'emprise du linéaire bocager aux années N+2, N+5, N+10, N+15 et N+20 (N étant l'année de la première plantation). Deux campagnes de terrain sont réalisées pour chaque année de suivi. Les méthodologies et les indicateurs de suivi sont précisés ci-dessous :

– Flore :

Type d'inventaire : échantillonnage exhaustif sur le linéaire de haies.

Indicateurs : richesse spécifique.

– Chiroptères :

Type d'inventaire : pose de SM4.

Indicateurs : richesse spécifique et évaluation du niveau d'activités.

– Oiseaux :

Type d'inventaire : IPA.

Indicateurs : richesse spécifique et densité des mâles chanteurs.

– Insectes :

Type d'inventaire : échantillonnage exhaustif ciblé sur les coléoptères.

Indicateurs : richesse spécifique.

– Autres :

Type d'inventaire : mesure de la haie et placettes photographiques.

Indicateurs : largeur de la haie et cartographie.

#### MS2 – Suivi naturaliste de la mesure MR5

Afin d'évaluer l'efficacité de la mesure MR5, un suivi floristique et faunistique (reptiles, oiseaux, insectes) est réalisé sur l'emprise du site d'exploitation aux années N+2, N+5, N+7, N+10, N+15 et N+20 (N étant l'année de la première renaturation de casier). Deux campagnes de terrain sont réalisées pour chaque année de suivi.

Les méthodologies et les indicateurs de suivi sont précisés ci-dessous :

– Flore :

Type d'inventaire : échantillonnage exhaustif sur le linéaire de haies.

Indicateurs : richesse spécifique et densité d'espèces prairiales.

– Reptiles :

Type d'inventaire : pose de plaques.

Indicateurs : richesse spécifique.

– Oiseaux :

Type d'inventaire : IPA.

Indicateurs : richesse spécifique et densité des mâles chanteurs.

– Insectes :

Type d'inventaire : échantillonnage exhaustif ciblé sur les rhopalocères.

Indicateurs : richesse spécifique et densité des espèces sténoèces.

#### MS3 – Suivi des espèces invasives sur l'emprise du site d'exploitation

Afin d'évaluer l'efficacité de la mesure MR6, un suivi des espèces exotiques envahissantes est réalisé sur l'emprise du site d'exploitation aux années N+2, N+5, N+10, N+15 et N+20 (N étant l'année de la première année d'exploitation du site). Une campagne de terrain est réalisée pour chaque année de suivi.

Les méthodologies et les indicateurs de suivi sont précisés ci-dessous :

– Flore invasive :

Type d'inventaire : échantillonnage de l'Ambroisie, du Buddleia de David et du Robinier faux-acacia.

Indicateurs : richesse spécifique et densité des stations (et effectifs si possible).

#### MS4 – Suivi naturaliste des mesures MC1 et MC2

Afin d'évaluer l'efficacité des mesures MC1 et MC2, un suivi floristique, phytoécologique et faunistique (reptiles, oiseaux, insectes) est réalisé sur l'emprise des parcelles de compensation aux années N (pour la mesure MC2), N+2, N+5, N+7, N+10, N+15 et N+20 (N étant la première année de mise en œuvre de la mesure). Deux campagnes de terrain sont réalisées pour chaque année de suivi.

Les méthodologies et les indicateurs de suivi sont précisés ci-dessous :

– Flore :

Type d'inventaire : échantillonnage exhaustif.

Indicateurs : richesse spécifique et densité d'espèces prairiales.

– Habitats naturels :

Type d'inventaire : caractérisation EUNIS.

Indicateurs : diversité phytoécologique.

– Reptiles :

Type d'inventaire : pose de plaques.

Indicateurs : richesse spécifique.

– Oiseaux :

Type d'inventaire : IPA.

Indicateurs : richesse spécifique et densité des mâles chanteurs.

– Insectes :

Type d'inventaire : échantillonnage exhaustif ciblé sur les rhopalocères et les orthoptères.

Indicateurs : richesse spécifique et densité des espèces sténoèces.

#### MS5 : Suivi naturaliste de la mesure MA2

Afin d'évaluer l'efficacité de la mesure MA2, un suivi de l'utilisation des hibernaculums par les reptiles est réalisé aux années N+2, N+5, N+10, N+15 et N+20 (N étant l'année de l'aménagement des hibernaculums). Deux campagnes de terrain sont réalisées pour chaque année de suivi.

## **CHAPITRE 10.4 FOURNITURE DE DONNÉES**

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires au renseignement de cet outil par ces services dans un délai de **3 mois** suivant la notification de l'arrêté de dérogation. Le maître d'ouvrage fournit, *a minima*, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitements, de réductions et d'accompagnements. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et sont compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses éventuels avenants visés par cet arrêté. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, *a minima*, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

## **CHAPITRE 10.5 MESURES CORRECTIVES ET COMPLÉMENTAIRES**

Si les suivis prévus à l'article 10.3.5 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation. Le Préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

---

**TITRE 11 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION**

---

**ARTICLE 11.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

**ARTICLE 11.1.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Saint-Sorlin-en-Valloire pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de Saint-Sorlin-en-Valloire fera connaître par procès verbal, adressé à la Préfecture de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 11.1.3. EXÉCUTION – NOTIFICATION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de Saint-Sorlin-en-Valloire et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au représentant légal de l'exploitant.

Fait à Valence, le  
Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU





Annexe I : périmètre de la dérogation



Vu pour être annexé à l'  
préfectoral en date de ce  
Valence, le **28 MARS 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril BÉREAU



## Annexe II : mise en défens des boisements (mesure ME1)



## Légende

  Zone d'étude

  Limites du projet ISDI

— Dignes périphériques ISDI

## Mesures ERC

Boisements à conserver

ME1 – Mise en défens des boisements fonctionnels

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 28 MARS 2024

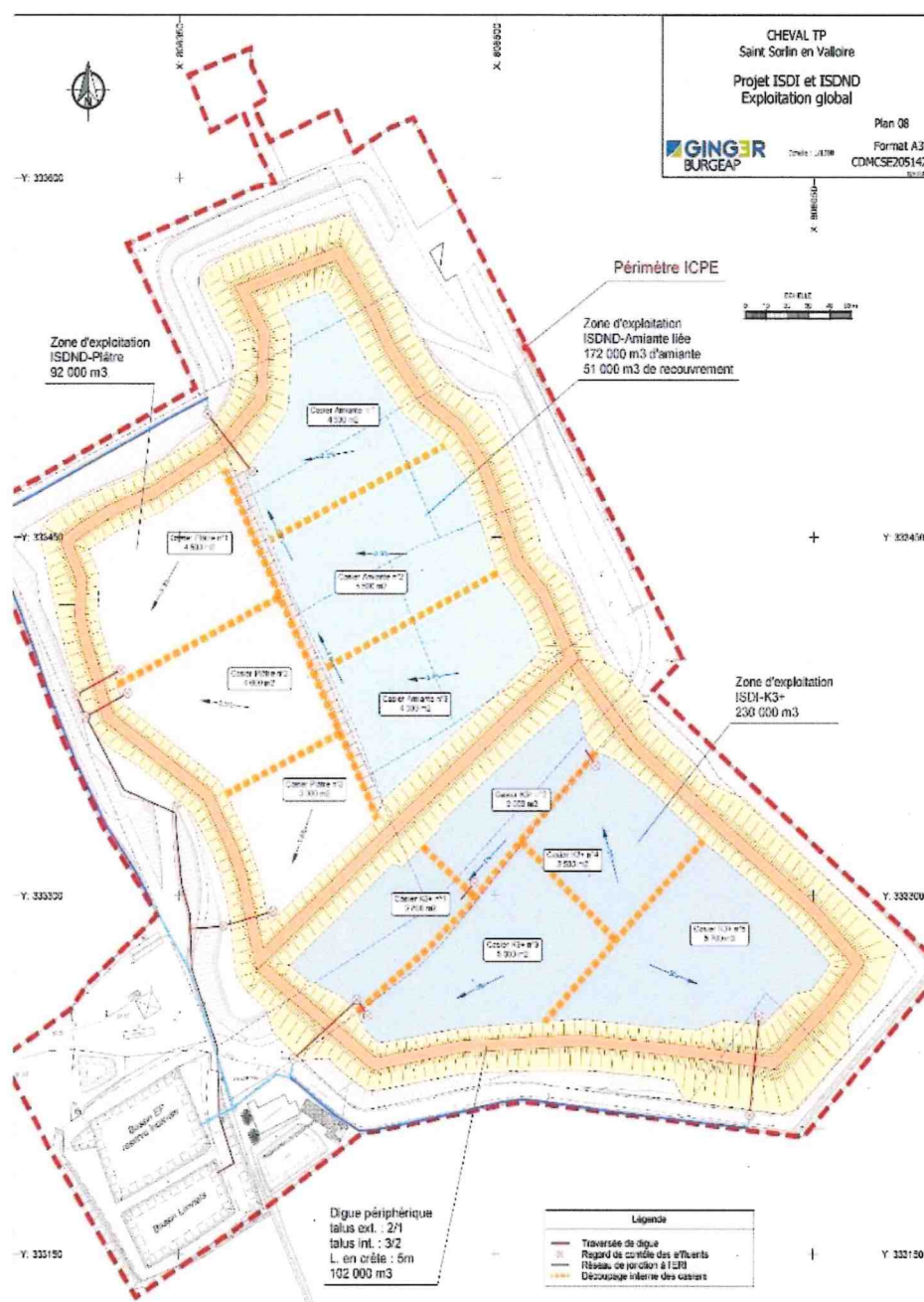
Source : IGN ■ Réalisation : Améten, 2021

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



## Annexe III : renaturation de prairies après couverture des casiers (mesure MR5)



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le **28 MARS 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril M. TEAU

#### Annexe IV : phasage de la mise en œuvre des mesures MR4 et MR5



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour

Valence, le 28 MARS 2024

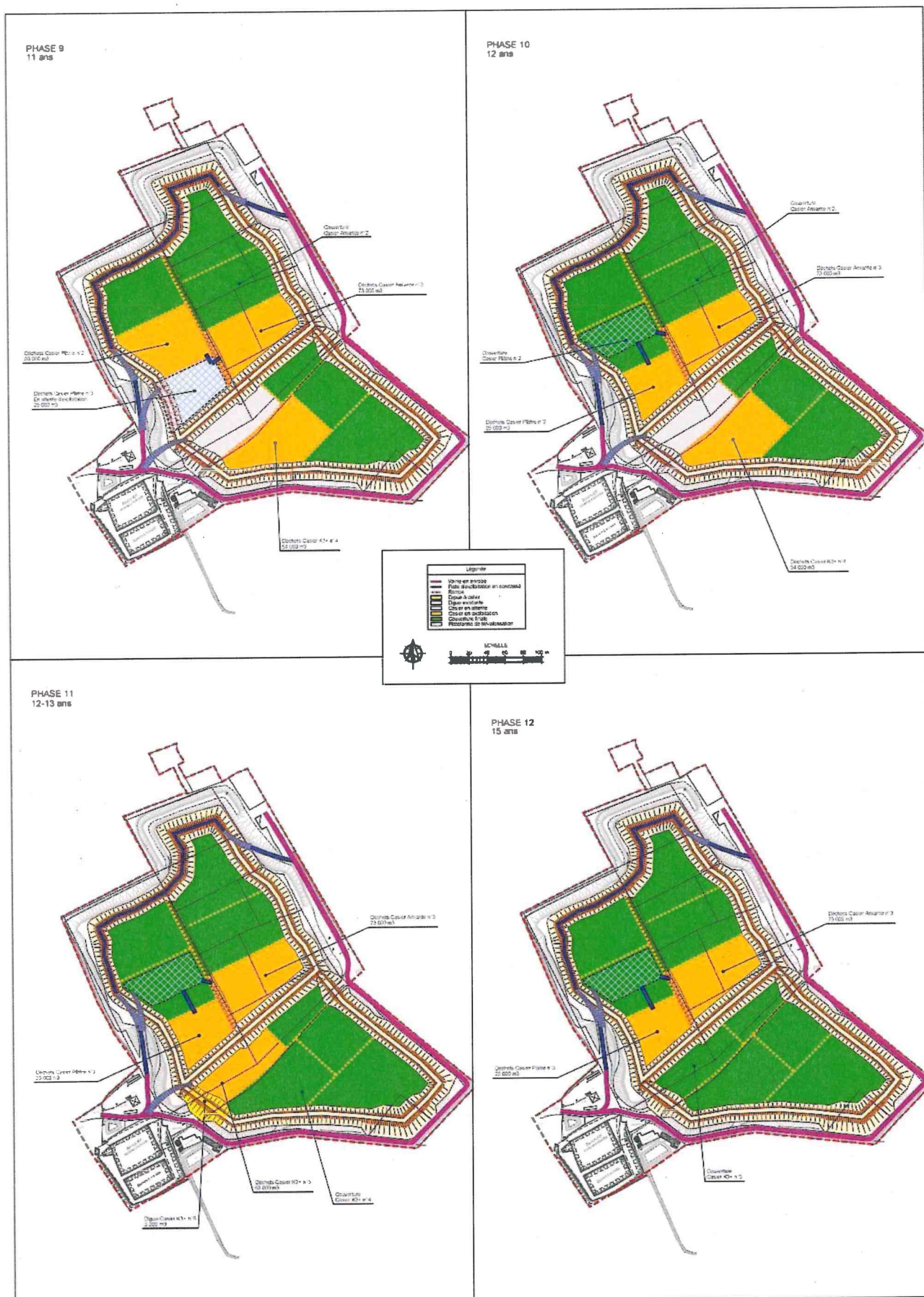
Pour le Préfet, et par délégation  
 Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



















## Annexe V : opérations de gestion de la parcelle de compensation (mesure MC1)



## Opérations proposées

- |  |   |
|--|---|
|  Conservation des boisements en périphérie Est                  |  Entretien du milieu ouvert et semi-ouvert |
|  Réouverture des secteurs ourliés de la friche                  |  Plantation de haie arbustive épineuse     |
|  Conversion de la prairie rudéralisée en prairie de fauche      |   |
|  Conversion de la monoculture (Miscanthus) en prairie de fauche |   |

Source : IGN ■ Réalisation : Améten, 2022

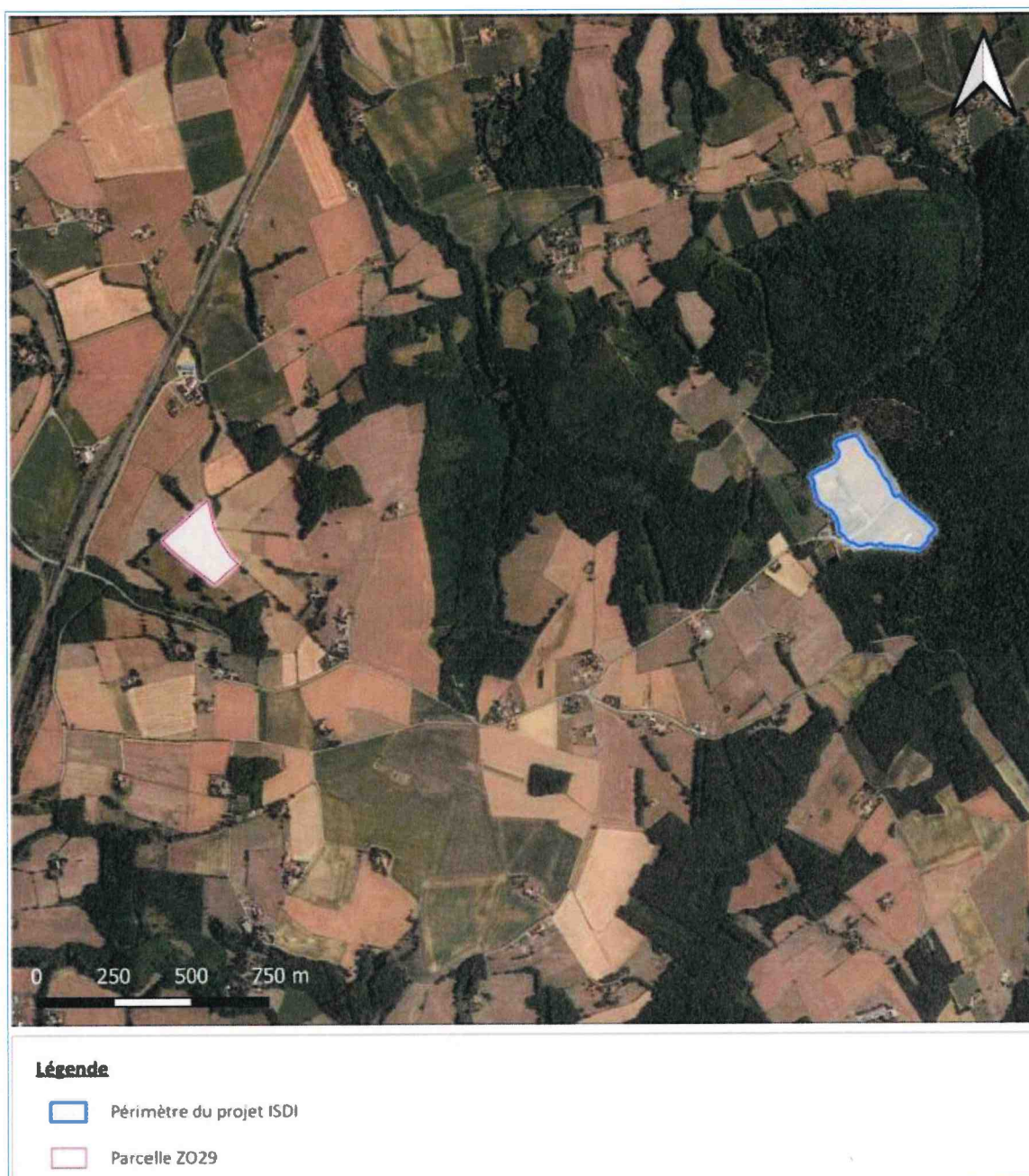
Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le **28 MARS 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril F.



**Annexe VI : localisation et opérations de gestion de la parcelle de compensation (mesure MC2)**

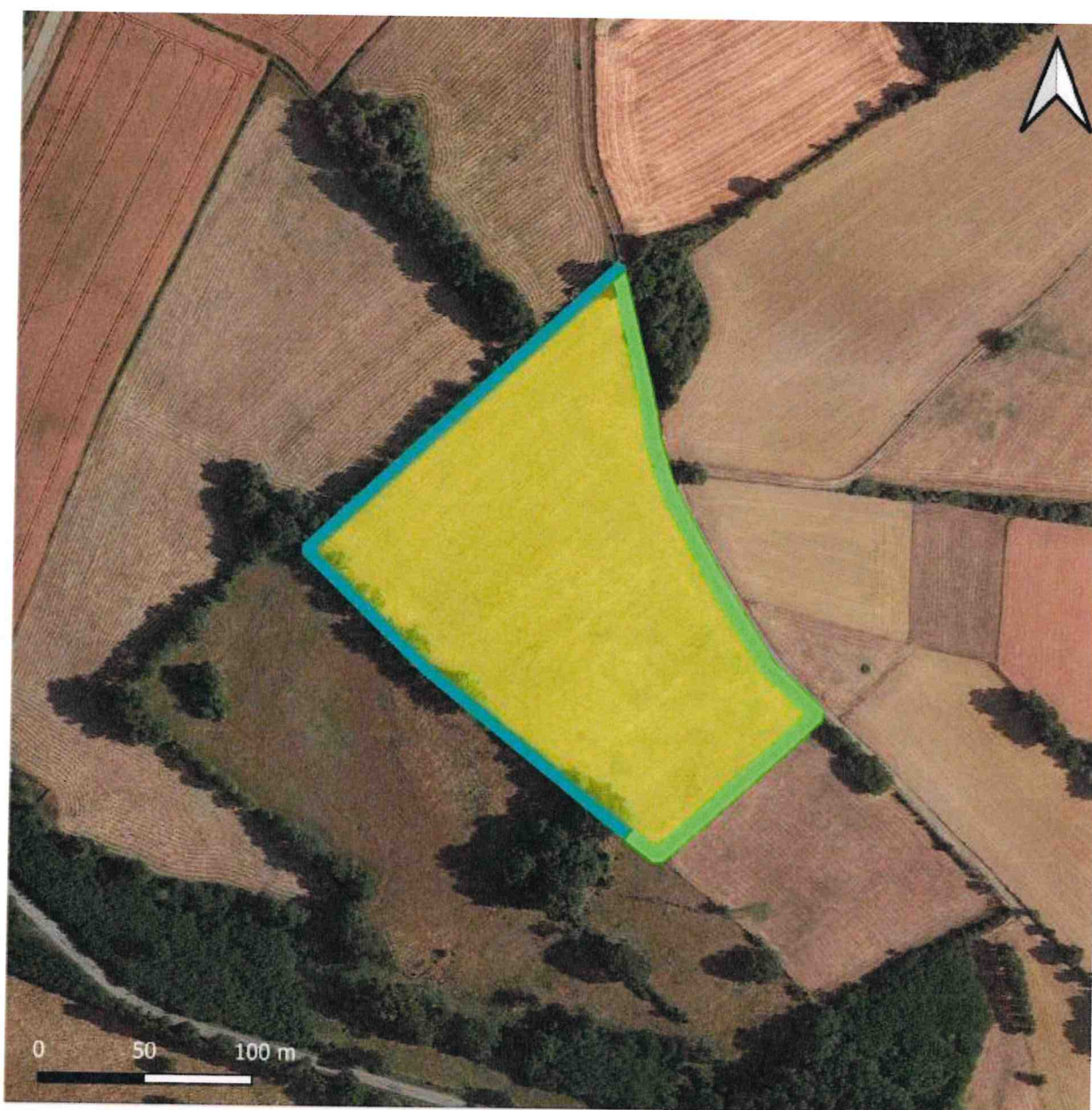


**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 28 MARS 2024**




Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU





### **Légende**

-  Plantation de haie multi-strates, sur 360 mètres linéaires
-  Restauration de haie (400 mètres linéaires)
-  Gestion conservatoire de la parcelle, sur une surface de 5400 m²



## Annexe VII : localisation des gîtes artificiels (mesure MA2)



## Légende

- Zone d'étude
- Limites du projet ISDI
- Digues périphériques ISDI

## Mesures ERC

- Boisements coupés
- ★ MA2 – Création de gîtes artificiels

Source : IGN ■ Réalisation : Améten, 2021



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le **28 MARS 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril M.

## ANNEXE VIII : Plan des installations du centre



CHEVAL TP  
Saint Sorlin en Valloire

Projet ISDI et ISDND  
Activités ICPE

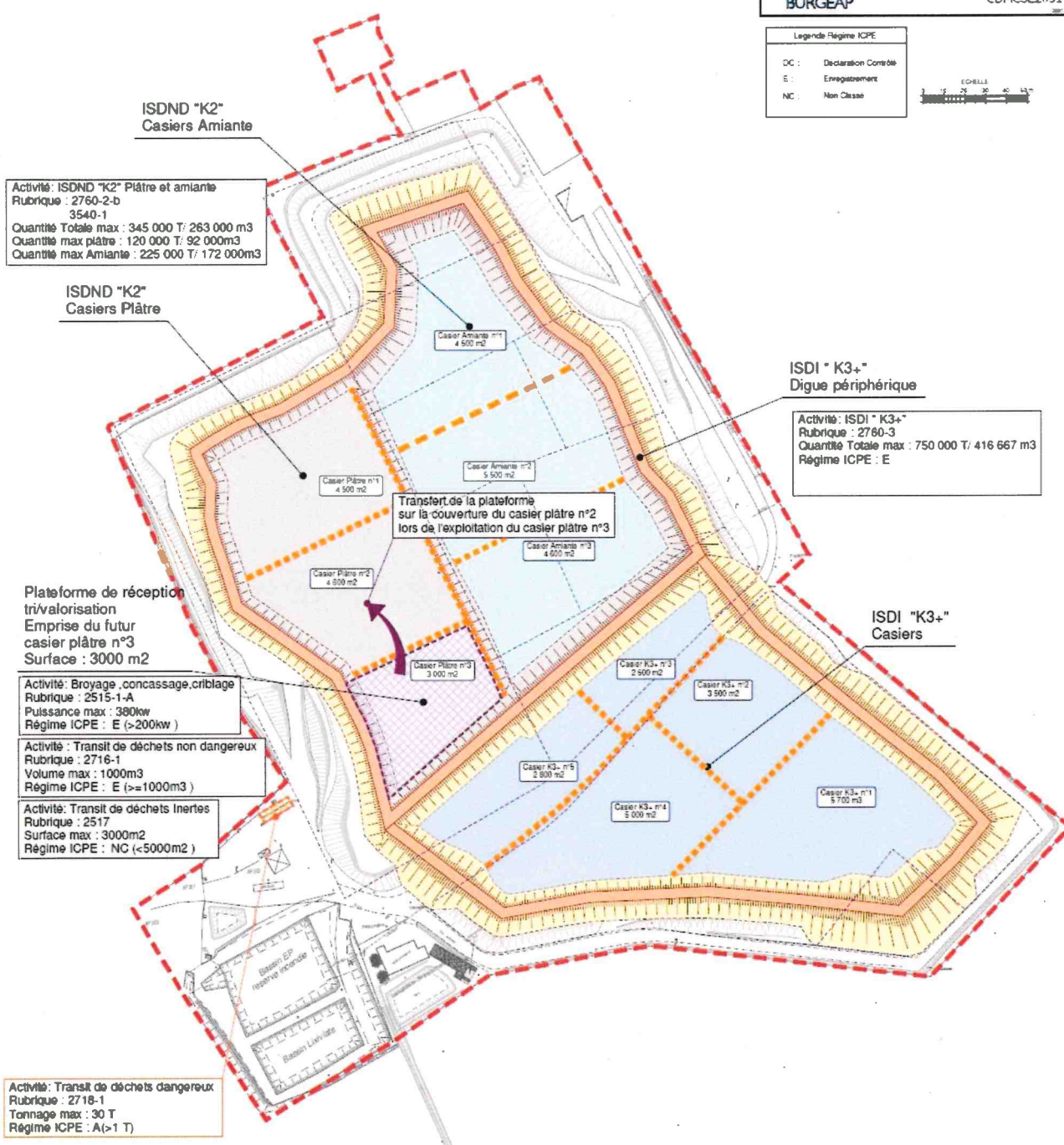
**GINGER**  
**BURGEAP**

Echelle : 1/1000

Format A3  
CDI/NCSE205142

Légende Régime ICPE	
DC :	Déclaration Contrôlée
E :	Enregistrement
NC :	Non Classée

ECHELLE  
0 10 20 30 40 50 m



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour

Valence, le 28 MARS 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



## ANNEXE IX : Plan des anciens casiers de stockage de déchets et équipements associés



Valence, le 10/05/2017 et par délégation  
Le Secrétaire Général

Syril

J



## ANNEXE X : Garanties financières

Les montants hors taxes des garanties financières sont à actualiser en fonction de l'évolution de l'indice public TP01 Base 2010.

Le montant figurant dans l'acte de cautionnement à présenter devra être **toutes taxes comprises**.

1/ Les 6 nouveaux casiers de stockage de déchets d'amiante lié et de plâtre :

Calcul du montant ci-dessous à partir de l'indice public TP01 Base 2010 de décembre 2021 : 118,2

Montant hors taxe de la garantie en décembre 2021 : **1 197 724,06 €**

	Durée	Montants de la garantie HT en € (*)
Période d'exploitation	15 ans	Ma
Période de post-exploitation et de surveillance des milieux	5 ans	$M_b = 0,75 * Ma$
	5 ans	$M_c = 0,5 * Ma$
	5 ans	$x = [1, 2, 3, 4, 5]$ $M_x = (0,5 - 0,06*x) * Ma$

Ma : Montant de la garantie calculé ci-dessus, actualisé.

2/ Casiers en post-exploitation :

**NOTA** : Le montant des garanties ne porte que sur les interventions en cas d'accident (dégradation d'un talus).

Casiers 1 à 3.4 :

Fin de la période de post-exploitation : 30/01/2037

Linéaire de talus : 330 m et taux de dégradation : 20 %

Coût de réaménagement par ml : **2 700 €**

avec l'indice public TP01 Base 2010 de novembre 2023 : 130,3

Montant hors taxe de la garantie au 30/01/2024 : **178 200 €**

Taux de dégressivité de 1 % par an à appliquer pour les années suivantes

Casier 4 :

Fin de la période de post-exploitation : 30/01/2039

Linéaire de talus : 155 m et taux de dégradation : 20 %

Coût de réaménagement par ml : **2 700 €**

avec l'indice public TP01 Base 2010 de novembre 2023 : 130,3

Montant hors taxe de la garantie au 30/01/2024 : **83 700 €**

Pas de taux de dégressivité à appliquer jusqu'au 30/01/2029

Taux de dégressivité de 1 % par an à appliquer à partir du 30/01/2029

Casiers A1-A4 :

Début de la période de post-exploitation : 30/01/2019

Fin de la période de post-exploitation et de surveillance des milieux : 30/01/2049

Linéaire de talus : 742 m et taux de dégradation : 20 %

Coût de réaménagement par ml : **2 700 €**

avec l'indice public TP01 Base 2010 de novembre 2023 : 130,3

Montant hors taxe de la garantie au 30/01/2024 : **400 680 €**

Pas de taux de dégressivité à appliquer jusqu'au 30/01/2034

Taux de dégressivité de 1 % par an à appliquer à partir du 30/01/2034

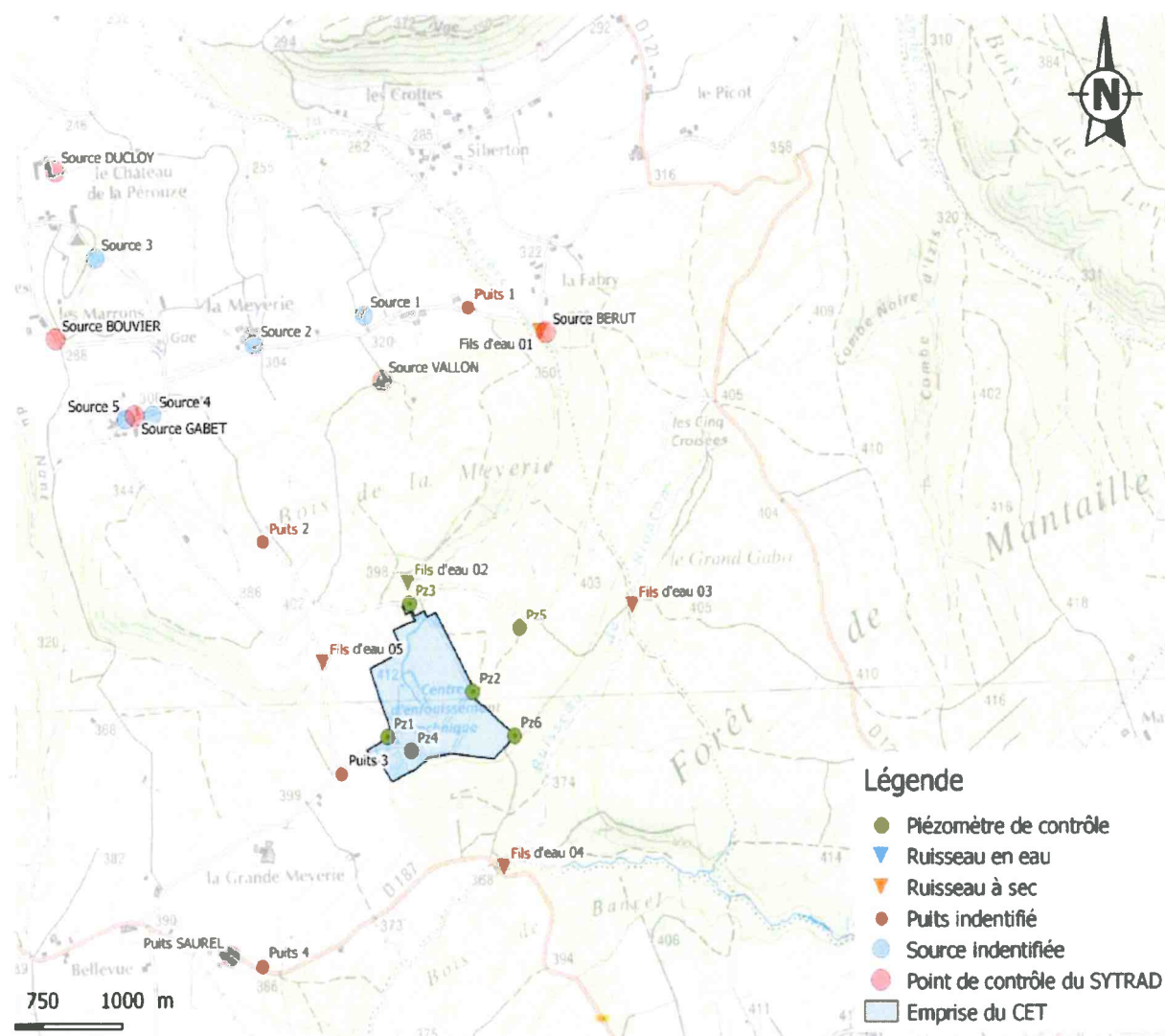
Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour

Valence, le **28 MARS 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

## ANNEXE XI : Plan des piézomètres et des sources environnantes



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le **28 MARS 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

## Liste des articles

<b>TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
Article 1.1.2. Modifications et compléments relatifs aux prescriptions des actes antérieurs.....	6
Article 1.1.3. <i>INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION OU ENREGISTREMENT</i> .....	6
Article 1.1.4. Arrêté ministériel du 15 février 2016.....	7
Article 1.1.5. Émissions de biogaz.....	7
Article 1.1.6. casier de stockage accueillant des installations et stockages <i>EN TRANSIT</i> .....	7
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	7
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou une rubrique de la nomenclature IOTA.....	7
Article 1.2.2. Situation des installations, avec <i>LEURS ÉQUIPEMENTS</i> associés.....	9
Article 1.2.3. <i>AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION</i> .....	10
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	11
Article 1.3.1. Conformité.....	11
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	11
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation.....	11
CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	11
CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES.....	12
Article 1.6.1. <i>OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES</i> .....	12
Article 1.6.2. <i>MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES</i> .....	12
Article 1.6.3. <i>ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES</i> .....	12
Article 1.6.4. Renouvellement des garanties financières.....	12
Article 1.6.5. Actualisation des garanties financières.....	12
Article 1.6.6. Révision du montant des garanties financières.....	12
Article 1.6.7. Absence de garanties financières.....	12
Article 1.6.8. Appel des garanties financières.....	12
Article 1.6.9. Levée de l'obligation de garanties financières.....	13
Article 1.6.10. obligation d'information.....	13
CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	13
Article 1.7.1. Modification du champ de l'autorisation.....	13
Article 1.7.2. Mise à jour des études <i>D'IMPACT</i> et de dangers.....	13
Article 1.7.3. Équipements abandonnés.....	13
Article 1.7.4. Transfert sur un autre emplacement.....	13
Article 1.7.5. Changement d'exploitant.....	14
Article 1.7.6. fin d'exploitation du <i>CENTRE</i> .....	14
CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	16
Article 1.8.1. respect des autres législations et réglementations.....	16
<b>TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>16</b>
CHAPITRE 2.1 DISPOSITIONS PRÉALABLES A LA MISE EN EXPLOITATION.....	16
Article 2.1.1. Relevé topographique – <i>BORNAGE</i> – plan d'exploitation.....	16
Article 2.1.2. qualité des eaux souterraines.....	16
Article 2.1.3. dossiers techniques de conformité.....	16
Article 2.1.4. Information.....	16
Article 2.1.5. Rapport annuel d'activité.....	17
CHAPITRE 2.2 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	17
Article 2.2.1. Objectifs généraux.....	17
Article 2.2.2. <i>PROCÉDURES</i> d'exploitation.....	17
Article 2.2.3. Interventions extérieures.....	17
Article 2.2.4. Horaires d'exploitation – instrument de pesage – relevés topographiques.....	18
Article 2.2.5. aménagement et exploitation des casiers <i>EN REHAUSSE</i> de stockage de déchets.....	18
Article 2.2.6. <i>MISE</i> en place des déchets dans Les casiers de stockage.....	20
Article 2.2.7. plans d'exploitation du Casier de stockage.....	20
CHAPITRE 2.3 DÉCHETS ADMIS.....	21
Article 2.3.1. Nature des déchets admis – origine géographique des déchets admis.....	21
Article 2.3.2. déchets admis dans le centre.....	21

Article 2.3.3. Procédure de CONTRÔLE des déchets – Traçabilité.....	22
Article 2.3.4. Contrôles inopinés portant sur les déchets non dangereux inertes.....	23
CHAPITRE 2.4 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	23
CHAPITRE 2.5 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	23
Article 2.5.1. Propreté.....	23
Article 2.5.2. Esthétique.....	23
CHAPITRE 2.6 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	23
Article 2.6.1. Danger ou nuisance non prévu.....	23
CHAPITRE 2.7 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	24
CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	24
<b>TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>24</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	24
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	24
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	25
Article 3.1.3. Odeurs.....	25
Article 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION.....	25
Article 3.1.5. envols.....	25
Article 3.1.6. poussières.....	26
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	26
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	26
Article 3.2.2. Gestion du biogaz.....	27
<b>TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>27</b>
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	27
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	27
Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	27
Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation.....	27
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	27
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	27
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	28
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	28
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	28
Article 4.2.5. Isolement avec les milieux.....	28
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	28
Article 4.3.1. IDENTIFICATION des effluents.....	28
Article 4.3.2. MAÎTRISE des eaux pluviales extérieures au Centre.....	28
Article 4.3.3. GESTION des eaux pluviales intérieures au centre.....	28
Article 4.3.4. Sans objet.....	29
Article 4.3.5. Sans objet.....	29
Article 4.3.6. Sans objet.....	29
Article 4.3.7. Collecte des effluents.....	29
Article 4.3.8. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	29
Article 4.3.9. Sans objet.....	29
Article 4.3.10. Entretien et conduite des installations de gestion des eaux.....	29
Article 4.3.11. Gestion Et contrôle des lixiviats.....	30
Article 4.3.12. Protection des bassins.....	31
Article 4.3.13. CONCEPTION, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	31
Article 4.3.13.1. rejet.....	31
Article 4.3.13.2. Aménagement.....	31
Article 4.3.14. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets LIQUIDES.....	31
Article 4.3.15. Sans objet.....	32
Article 4.3.16. Critères de rejet dans le MILIEU NATUREL – contrôles – Fibres d'amiante.....	32
Article 4.3.17. EAUX usées DOMESTIQUES.....	32
Article 4.3.18. rejet accidentel d'Eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel.....	32
<b>TITRE 5 – DÉCHETS.....</b>	<b>32</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	32
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	32
Article 5.1.2. Séparation des déchets produits dans le centre.....	33



<i>Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets produits dans le centre</i>	33
<i>Article 5.1.4. Déchets GÉRÉS à l'extérieur du centre</i>	34
<i>Article 5.1.5. Déchets présents dans le centre</i>	34
<i>Article 5.1.6. Transport</i>	35
<b>TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS</b>	<b>35</b>
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	35
Article 6.1.1. Aménagements	35
Article 6.1.2. Véhicules et engins	35
Article 6.1.3. Appareils de communication	35
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	35
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence	35
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation	35
PÉRIODE DE JOUR	35
PÉRIODE DE NUIT	35
CHAPITRE 6.3 CONTRÔLES	36
CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS	36
Article 6.4.1. Vibrations	36
<b>TITRE 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES</b>	<b>36</b>
CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS	36
Article 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES	36
Article 7.1.2. État des stocks de produits dangereux	36
Article 7.1.3. propreté du Centre	37
Article 7.1.4. contrôle des accès	37
Article 7.1.5. Circulation dans le CENTRE	37
Article 7.1.6. étude de dangers	37
Article 7.1.7. Zone ATEX	37
CHAPITRE 7.2 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS	37
Article 7.2.1. Accessibilité	37
Article 7.2.2. Moyens de lutte contre l'incendie	37
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS	38
Article 7.3.1. Débroussaillage	38
Article 7.3.2. Matériels utilisables en atmosphères explosibles	38
Article 7.3.3. Installations électriques	38
Article 7.3.4. Ventilation des locaux	38
Article 7.3.5. ASTREINTE	39
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	39
Article 7.4.1. Rétention des aires et locaux de travail	39
Article 7.4.2. retentions et confinement	39
CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION	40
Article 7.5.1. Surveillance des installations	40
Article 7.5.2. Formation et information du personnel	40
Article 7.5.3. Évacuation des personnes présentes	40
Article 7.5.4. Travaux	40
Article 7.5.5. Consignes d'exploitation	41
CHAPITRE 7.6 SUBSTANCES RADIOACTIVES	41
<b>TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT</b>	<b>42</b>
CHAPITRE 8.1 PLATEFORME DE TRANSIT DE DÉCHETS D'AMIANTE LIBRE	42
<b>TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS</b>	<b>43</b>
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE	43
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme de surveillance	43
Article 9.1.2. mesures comparatives	44
CHAPITRE 9.2 CONTRÔLES	44
Article 9.2.1. Surveillance des eaux souterraines	44
Article 9.2.2. Surveillance des rejets liquides dans le milieu naturel	45
Article 9.2.3. Surveillance des émissions atmosphériques	45

Article 9.2.4. Surveillance des niveaux sonores.....	46
Article 9.2.5. Surveillance des déchets.....	46
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	46
Article 9.3.1. Actions correctives.....	46
Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de L'autosurveillance.....	46
Article 9.3.3. Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.....	47
<b>TITRE 10 – DÉROGATIONS AUX MESURES DE PROTECTION STRICTE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE SAUVAGES.....</b>	<b>47</b>
CHAPITRE 10.1 OBJET DE LA DÉROGATION.....	47
CHAPITRE 10.2 PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION.....	48
CHAPITRE 10.3 CONDITIONS DE LA DÉROGATION – PRESCRIPTIONS.....	48
Article 10.3.1. Mesures d'évitement des impacts.....	49
Article 10.3.2. Mesures de réduction des impacts.....	49
Article 10.3.3. Mesures de compensation des impacts.....	51
Article 10.3.4. Mesures d'accompagnement.....	52
Article 10.3.5. Mesures de suivi.....	53
CHAPITRE 10.4 FOURNITURE DE DONNÉES.....	54
CHAPITRE 10.5 MESURES CORRECTIVES ET COMPLÉMENTAIRES.....	54
<b>TITRE 11 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION.....</b>	<b>55</b>
Article 11.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	55
Article 11.1.2. PUBLICITÉ.....	55
Article 11.1.3. EXÉCUTION – NOTIFICATION.....	55